Cinquante-troisième Année. — N° 155
VENDREDI 12 NOVEMBRE 1948
REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy, Paris-10e C.C.P.5561-76
FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs et la dernière bande
Le numéro : 10 francs

« L'Anarchie est la plus haute expression de l'ordre. » (Elisée Reclus.)

LE LIBERTAIRE
ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

RAMASSIS DE GENS « D'ORDRE »

LE R.P.F. l'emporte et le journal gaulliste de Jacques Destrée « Ce Matin-Le Pays » pouvait, lundi dernier, annoncer en manchette : Les 121 élus R.P.F. et les indépendants « auront la majorité absolue ».

Cette majorité absolue — qui doit réunir 151 conseillers — est contestée au R.P.F. par les autres partis, mais on ne peut nier une nette victoire gaulliste, et les pronostics que faisait « Le Libertaire » la semaine passée sur les conséquences de ce fait politique peuvent être maintenus. Nul doute qu'il y aura du tirage entre l'Assemblée Nationale et le nouveau Sénat avec pour conséquence une affirmation du pouvoir gouvernemental.

Le fait social qui importe pour nous est le succès gaulliste et nous savons ce qu'un tel fait implique, malgré les dénégations de M. Malraux, qui prétend faire la distinction entre les ouvriers français et le Kominform.

Aucun épicier n'empêchera que les révolutionnaires soient assimilés aux communistes, aux « séparatistes », aux « agents de l'étranger ».

Le R.P.F. veut de « l'ordre », et cet ordre, que ce soit en France, en Allemagne, en Russie, en Espagne ou aux Etats-Unis, ne s'est jamais traduit autrement que par un plus fort contingent de policiers et de gardiens de prison.

L'ordre existera, certes. Ce sera celui du général de Gaulle, du général Corniglion-Molinier, de l'homme de loi Henry Torrès, de la mère-lapin Marcelle Devaud, de l'officier de kommandos Ary Hemett, du renégat socialiste Alessandri, tous patriotes, à la manière des Versaillais. En un mot, l'ordre d'une bourgeoisie de choc, courageuse (nous ne sommes pas de ceux qui taxons l'adversaire de lâcheté) mais impitoyable, mais rétrograde, et contre laquelle il faudra se durcir et serrer les poings.

Lib

La pourriture S. F. I. O.

LES nouvelles lois scélérates qui sont proposées contre les mouvements ouvriers, et qui sont d'origine ou d'inspiration socialiste, sont une preuve de plus de la conséquence de l'exercice du pouvoir. Lorsque Marx et ses amis du Conseil de la Première Internationale proposèrent l'emploi du Parlement pour réaliser la Révolution sociale, l'opposition de nos prédécesseurs se basa surtout sur le danger du socialisme d'Etat, de l'étatisation de la vie sociale, de l'apparition d'un nouveau mode de despotisme et d'exploitation de l'homme par l'homme. Mais on n'alla pas jusqu'à prévoir l'abime de déchéance dans lequel pouvaient tomber ceux des socialistes qui prenaient ce chemin.

Il existait encore un esprit révolutionnaire chez les socialistes. L'action parlementaire devait être le complément de l'action multiple développée dans la rue, dans les syndicats, dans les coopératives, etc. Elle n'était pas l'axe, le but essentiel, le moteur de l'activité du parti socialiste. Mais elle ne devait pas tarder à le devenir. Les buts économiques, la collaboration avec les partis bourgeois, la participation au pouvoir, après, en France, les désertions retentissantes de Briand, Millerand, de Viviani, allaient enlever au parti tout ce qu'il avait, au début, de caractère ouvrier.

Il y a belle lurette que la S.F.I.O. n'a rien à voir avec le socialisme. Sa lutte contre la bourgeoisie s'est atténuée à mesure qu'augmentait le nombre de ses conseillers municipaux, de ses députés, de ses ministres, de ses sénateurs. Son caractère révolutionnaire s'est édulcoré, et il n'a gardé d'énergie que pour écraser les mouvements ouvriers.

Les socialistes allemands n'osèrent pas, après la chute des Hohenzollern, faire la révolution, ni même accompagner le mouvement révolutionnaire né avec les Soviets de [illegible] de Stettin, de Bavière et d'ailleurs. Bien au contraire : ils commencèrent par saboter ces mouvements, puis le socialiste Noske, ministre de la guerre, avec, derrière lui, le socialiste Ebert, président de la République et Scheidemann, leader écouté du parti, et le parti lui-même, écrasa l'insurrection des Spartakistes, dont les aspirations pouvaient ne pas être tout à fait les nôtres — quoique, sur bien des points, Rosa Luxembourg ne divergeait pas des postulats anarchistes —, mais étaient au moins sincèrement révolutionnaires, et supposaient la fin du capitalisme en Allemagne.

Les mêmes socialistes gouvernementaux eurent l'énergie suffisante pour assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luvembourg. Mais ils avaient laissé Guillaume II s'enfuir, et ils respectèrent les Hindenburg, les Ludendorff, les Krupp, tous les responsables des malheurs du peuple allemand.

C'étaient, nous disait-on, les socialistes du kaiser. Mais aujourd'hui, nous avons en France les socialistes de Blum qui ne valent pas mieux que ceux du kaiser. Nous avons un Noske en la personne de Jules Moch, qui a mené avec une passion de stratège la lutte contre les travailleurs en lançant ses divisions de chiens de garde, en faisant donner l'infanterie, l'artillerie, les C.R.S., la gendarmerie, et qui a eu le bonheur ineffable d'écraser une grève formidable.

Ah ! ces gens-là n'ont pas eu le courage d'agir au lendemain de ce qu'on a appelé la Libération. L'audace leur a manqué pour renverser le capitalisme, pour libérer les travailleurs, ou les aider à se libérer. Tant qu'il s'agit de combattre, les armes à la main, avec un minimum de risques, les forces de la réaction, ils sont pusillanimes, tièdes, aimables, polis, souriants, veules, éduqués et combinards. Ils sont partisans de l'action, quand ils ne sont pas au pouvoir; alors ils exigent que d'autres en prennent la responsabilité.

Mais quand il s'agit des travailleurs et s'ils sont au pouvoir, ils prennent leurs responsabilités. Ils sont durs, impitoyables, décidés. Car ce ne sont plus des socialistes, ce sont des hommes d'Etat, de gouvernement.

Eux qui, au temps de Jaurès, avaient crié contre les massacres de Villeneuve-Saint-Georges, de Fourmies, de Draveil-Vigneux, se sont ravalés au rang des réactionnaires qu'ils honnissaient au nom de la justice et de la liberté. Les arguments qu'ils nous servent aujourd'hui sont les mêmes que servirent en leur temps Clemenceau, qui se proclamait le premier flic de France — aujourd'hui, c'est Moch qui l'est devenu —, ou Briand, quand pour la première fois, il mobilisa les cheminots en grève.

Le socialisme, c'est la disparition des classes, c'est l'égalité économique, c'est la fraternité de tous les hommes travaillant pour le bonheur de tous, c'est l'union de tous les peuples débarrassés de leurs exploiteurs et de leurs tyrans.

Et le parti socialiste, c'est tout, moins ça. Il mène à tout, moins à cela. Et on se demande comment il peut encore y avoir des travailleurs assez aveugles pour ne pas mesurer la différence qui existe entre l'idéal qu'ils poursuivent, et le bourbier dans lequel se souille et s'asphyxie la S.F.I.O.

G. L.

Les Organisateurs de la défaite

IL est encore et toujours nécessaire de dénoncer un mythe qui demeure puissant, et qui, en raison de son caractère irraisonné, échappe aux conséquences des expériences pourtant nombreuses qui toutes concluent contre lui.

Ce mythe, c'est celui du caractère révolutionnaire du parti communiste. Confuse, sentimentale, acquise comme un vieux réflexe, héritière de formules parlementaires, l'idée que le parti communiste est le parti « le plus à gauche », est encore admise par de nombreux travailleurs.

La force de cette illusion collective ne provient certes pas de la somme des respects que provoquent individuellement les militants staliniens. Petits et grands, ils sont profondément bureaucratisés et leur mode de vie tend à ressembler de plus en plus à celui des cadres réformistes et social-démocrates d'autrefois. Les « penseurs » staliniens eux non plus, ne peuvent prétendre « en imposer ». Les plus intelligents et les plus habiles d'entre eux n'arrivent pas à dépasser la moyenne des intellectuels bourgeois, et leur supériorité en matière de critique sociale envers l'Occident décadent se trouve équilibrée par leur myopie ou leur aveuglement volontaire pour tout ce qui a trait aux problèmes que pose l'au-delà du capitalisme.

Il faut donc reconnaitre que ce qui auréole encore l'organisation stalinienne en France, c'est, d'une part, son habileté à exploiter les mécontements sociaux sans concurrents disposant de moyens de propagande et d'agitation aussi puissants, et d'autre part, le souvenir confus de la révolution russe, assimilée grâce à un remarquable effort de mimétisme propagandiste au régime de Joseph Staline.

Et pourtant, le froid examen des faits répond sans doute aucun. Le parti communiste français n'est pas un parti prolétarien, n'est pas un parti révolutionnaire, n'est pas plus à gauche qu'à droite. C'est un appareil créé, utilisé et dirigé par l'impérialisme russe.

*

Nous qui sommes matérialistes, et qui préférons — encore que ce soit parfois bien dur — la vérité aux croyances, il

(Suite page 2, col. 2.)

La grève des mineurs

VERS DE NOUVELLES VICTOIRES

AU moment où nous écrivons ces lignes, l'ensemble des informations qui parviennent de diverses sources semble indiquer que les partisans de la reprise du travail chez les mineurs, sont de plus en plus nombreux. Il nous est pénible de penser à une défaite, car les travailleurs qui se sont battus si courageusement, ne la méritent pas. Mais, même si celle-ci devait être un fait, même si les bulletins de victoire du Ministère de l'Intérieur devaient signaler la reprise du dernier gréviste, nous croyons que, si les mineurs savent tirer de cet épisode de la guerre sociale qui continue, les leçons nécessaires et appliquer dans l'avenir les conclusions auxquelles elles conduisent, les mineurs n'auront pas lutté en vain, et leur sacrifice actuel sera le prélude de nouvelles victoires.

LES NATIONALISATIONS

La première leçon de ce combat est le mal funeste des nationalisations. Nous les avons toujours combattues, en leur opposant la socialisation par les travailleurs eux-mêmes. Car, dans les nationalisations, ce ne sont pas les travailleurs qui sont les maîtres de la mine, de l'usine, de moyens de transport : c'est le Gouvernement, c'est l'Etat.

Et les mineurs ont pu voir, pratiquement, à quoi cela conduisait. Nous avons dit, et nous répétons qu'il est plus difficile de lutter contre l'Etat-patron que contre le patron privé. Car l'Etat-patron dispose de la police, de l'armée, de toutes les forces de répression qu'il met aussitôt en branle contre les travailleurs. Et vaincre ce bloc formidable est infiniment plus difficile que vaincre le bloc patronal, et les trusts eux-mêmes.

Le patron, ou les patrons isolés, n'ont pas toujours l'appui de l'Etat. Du moins, ils ne l'ont jamais aussi complètement. Il arrive même qu'ils ne l'ont pas, comme on l'a vu pendant l'occupation des usines en juin 1936. Les socialistes, alors appelés au pouvoir, donnèrent raison aux travailleurs contre le patronat. Les socialistes, aujourd'hui à la tête de l'Etat-patron, leur ont donné tort.

Ce fut donc une erreur terrible que d'avoir considéré la nationalisation des mines comme un pas vers l'émancipation des mineurs. Ceux qui l'ont prônée, les staliniens qui protestent aujourd'hui contre l'Etat-patron, comme s'ils n'en étaient pas les partisans les plus fanatiques, les socialistes, les syndicalistes réformistes, tous les fabricants de cette camisole de force du prolétariat savaient très bien où cela menait. Mais chacun a pensé en être le bénéficiaire, par les postes qu'il pourrait conquérir dans la haute administration, chacun a pensé faire « sa » révolution au sein de la bureaucratie de l'Etat.

Il reste aux travailleurs à faire la leur.

LE PARTI STALINIEN

Il leur reste aussi à se libérer de l'emprise des partis. Il est trop vrai que le parti stalinien, dit communiste, qui tient en main aujourd'hui, par tous ses militants avoués et non avoués, par des travailleurs révolutionnaires sincères qui ne comprennent pas le jeu auquel ils se prêtent, et par des coquins à l'affût de futures sinécures qui leur permettront de lâcher le pic et la pelle, il est trop vrai que ce parti a exploité et exploite les justes revendications des travailleurs pour faire le jeu impérialiste de Staline.

(Suite page 4, col. 2.)

L'affaire Seznec

Autour du vieillard libéré l'atmosphère de drame continue. Drames familiaux, drames de consciences, que sais-je. La presse à grand spectacle se vautre dans la lie qui baigne cette cause célèbre. Nous n'avons pas l'habitude d'entretenir nos lecteurs des comportements plus ou moins équivoques de la clientèle des Cours d'assises. Mais l'affaire Seznec déborde le cadre du fait divers crapuleux. Un peu de la boue remuée a éclaboussé les robes rouges des magistrats qui se sont passé de mains en mains le malheureux enfin libéré après vingt-trois années de bagne.

*

L'affaire Seznec ! Beaucoup d'entre nous se trouvent reportés de vingt ans en arrière. L'assassinat du conseiller général Quémeneur. L'instruction laborieuse. Le procès entouré d'une atmosphère trouble. La campagne de la Ligue des Droits de l'Homme. Le juge Hervé dressant sa maigre silhouette noire dans les arrière-salles des bistros, des cafés populaires. Des hommes politiques, des personnalités prennent position pour le galérien. Toute l'avant-garde de la pensée libre se ruant à Wagram. Cette atmosphère de mauvais mélodrame : coup de feu dans la nuit, digression sur une machine à écrire, menace au juge Hervé, le défenseur acharné de Seznec menacé d'internement, les dénonciateurs anonymes. Et puis, malgré le doute, la condamnation, le départ du bagnard suivi du silence égoïste des hommes à peine troublé de temps à autre par les efforts désespérés de la fille du condamné, acharnée à exiger de la justice, une impossible revision qui aurait été un camouflet à son omnipotence.

Vingt ans ont passé. L'homme est revenu, voûté, blanchi, cassé. Le drame familial a encore tassé le vieux chêne battu par les orages d'une vie de réprouvé.

Et d'étranges bruits circulent ! Une pièce importante jointe au dossier de Plourivo, disparue en 1924 au cours de son transfert au parquet de Quimper, serait retrouvée. Le fait nouveau exigé par la loi pour reviser le procès va être communiqué aux magistrats.

Le procureur de Quimper dément. Pas de fait nouveau nous dit-on. Pas de révision en perspective. La magistrature défend son crime.

Etrange affaire en vérité que cette affaire criminelle dont la victime, un conseiller général, est en rapport avec toute « la bonne société » de l'endroit.

Etrange instruction : des dossiers perdus, des auditions de témoins négligées, des alibis contestés et contestables, le tout entouré par une atmosphère lourde de suspicion, de mystère, atmosphère provinciale ouatée de silence.

(Suite page 4, col. 3.)

A Pestalozzi

Village d'enfants

Le Libertaire *du 1er octobre, rubrique* Chez les autres *reprend et commente la fin du reportage de Madeleine Jacob sur le village de Pestalozzi, village international d'orphelins de guerre, en Suisse.*

Je rappelle les deux extraits cités et commentés par R. Cavanhié : « Ces gosses ne connaissent pas la haine. Bien sur. Mais le jour où les enfants de Hambourg sont arrivés, on s'en fut en cortège pour les recevoir. Les plus grands parmi les plus petits de Pologne ont dit : Pas nous, nous n'irons pas. *La Pologne martyre, dignement, le jour où Hambourg entrait à Pestalozzi est restée chez elle. »*

L'information est exacte. Elle est incomplète. Les orphelins polonais sont, au village, les plus atteints de tous, et tous ont été choisis parmi les plus atteints de chaque pays accueillis ici Ces gosses ont subi bombardements, famine, etc..., ils ont vu tuer, fusiller, pendre leurs parents. Plusieurs d'entre eux, alors âgés de neuf ans, dix ans, ont tiré sur l'occupant et tué. Il faut bien se représenter cela. Il y a, à la maison de Varsovie, des tableaux de l'un d'entre eux d'une grande valeur artistique, mais des tableaux de cauchemar par lesquels l'enfant se libère du tragique dont il est marqué. Il faut comprendre ce qu'a été pour de tels enfants, le mot : « Allemands ». Le village accueille des enfants malheureux de tous pays, les enfants de Hambourg ont eu la même vie tragique : bombardements, famines, et parce qu'antinazis parents fusillés, déportés en camp de concentration, etc...

Bien sûr l'arrivée prochaine des enfants de Hambourg posait bien des problèmes aux dirigeants du village. Les enfants de Varsovie refusent de les accueillir, terribles chocs en eux à la pensée que vont venir des Allemands. Les Allemands, pour eux, ce sont des hommes bottés, casqués, SS., il y a en eux un seul schéma allemand car ils n'ont connu que cela. Le plus terrible des enfants polonais annonce même fréquemment : « ...et je tuerai un de ces Allemands qui vont venir ». Au village, on le comprend car on connaît sa vie à Varsovie et on est inquiet. On organise l'arrivée, et il faudra occuper le Polonais, être toujours avec lui. Evidemment les choses, comme si souvent, se passent autrement. Il y a des imprévus, et brusquement, tard dans l'après-midi, on s'aperçoit de la disparition du Polonais. Emoi

(Suite page 2, col. 2.)

L'heure est au tout ou rien

Toutes les mesures prises pour « stabiliser » les prix et maintenir entre eux et les salaires une certaine cohésion, s'avèrent ridiculement inefficaces — et il ne peut en être autrement. La légitimité du privilège patronal est cependant chaque jour plus discutée. Cette « évolution » est le corollaire d'une succession de victoires syndicales rapprochant, *en apparence*, le travailleur salarié de la gestion de l'entreprise. En fait, lorsque l'autorité du patron, du propriétaire, subit quelque entorse, soit par les comités d'entreprise, soit par les nationalisations ou autre réforme du même cru, ce n'est pas l'amélioration du sort du travailleur qui s'ensuit, mais une immixtion toujours plus grande de l'administration — de l'Etat — dans la gestion de l'économie. Il n'en résulte pas autre chose, le plus souvent, qu'un transfert d'autorité (celle-ci passant des mains du patronat aux griffes de l'Etat), et des complications nouvelles dans un mécanisme déjà fort complexe parce que conçu en dépit du bon sens.

L'économie n'y gagne rien, le travailleur non plus, qui voit se métamorphoser les institutions, et cela comme conséquence de son action, sans que son sort connaisse des changements heureux.

(Suite page 2, col. 6.)

Le Gala du Libertaire

(Voir page 3)

ÉLECTIONS AUX U.S.A.

Liberté ! Liberté chérie ! Combats avec tes défenseurs...

LES RÉFLEXES DU PASSANT

Le déficit

Il y a un peu plus d'un an on avait supprimé les premières du métro et l'économie de cette coûteuse « main-d'œuvre » que sont les contrôleurs devait résorber le déficit.

Mais ce déficit, décidément aussi tenace qu'une tradition, s'obstine. Il s'obstine d'ailleurs depuis la création de la compagnie, malgré toutes les attaques, tous les plans de campagne dressés contre lui par les stratèges et les tacticiens de la comptabilité simple et double.

Pourtant ses jours sont comptés ! Comme j'ai l'honneur de vous le dire! On vient de mettre au point une offensive nouvelle, originale, ultra-moderne : le rétablissement des premières !

C'était simple, mais encore fallait-il y songer !

Et d'une pierre on fera deux coups. Car il y a quelque chose de choquant dans le fait de voir un ouvrier plus ou moins couvert de cambouis côtoyer un « monsieur » décoré. En toute logique, le peuple doit être avec le peuple et les « messieurs » avec les « messieurs ».

La « morale » y gagnera et le déficit sera vaincu. Du moins, on nous l'affirme. Et il serait temps ! Gagnant de proche en proche, s'insinuant partout, prenant toutes les formes, tous les aspects, caméléon maléfique, toutpuissant et insaisissable, il provoque maintenant la déficience mentale des directeurs du Métropolitain ! C'en est de trop ! Et à ces souterraines manœuvres, on va répondre par une attaque de grand style !

Et la voie est ouverte à tous les espoirs. « Les premières partout ! » Voilà le nouveau cri de ralliement !

Et déjà, dans l'ombre, avec des ruses d'Indiens, une armée de contrôleurs fourbit ses casquettes, aiguise ses crayons et se prépare pour l'ultime assaut.

Bientôt nous aurons des communiqués de victoire, n'en doutons pas.

A moins que le déficit définitivement débusqué ne trouve un nouvel et confortable abri sous la casquette du contrôleur !

Chez les autres...

MATIERE A DISCUSSION

LIBERATION. — Au sujet du vol de l'or d'Orly volé aux voleurs par un policier patenté de la P.J. :

« Il est assez rare qu'un policier se laisse tenter par une affaire susceptible d'entacher son honorabilité. »

En effet, on ne compte guère que deux ou trois affaires de ce genre par mois.

Ce qui est rare c'est qu'on laisse le journaux s'en emparer.

Mais il faut bien respecter les mots d'ordre de la maison mère. La police avec nous !

Et, entre « honnêtes gens » on ne peut pas se faire de misère, n'est-ce pas?

Au sujet des élections américaines ce gros titre :

« Le peuple américain veut la paix : Il a voté contre Dewey. »

Alors, Truman c'est la paix ?

C'est bien la première fois que « Libération » imprime une chose pareille.

Serait-il acheté par les « Amerlocs » ?

Nous qui pensions qu'il était vendu au P.C.F.

A qui se fier, mon Dieu ! A qui se fier ?

MATIERE FECALE

L'AUKORE. — Dans un long article des phrases imprimées en gras sautent aux yeux :

« Mais le gouvernement en a les mains pleines ! »

Non pas de ce que vous pensez. C'est de lois, des lois scélérates, des lois Marcel Paul-Ambroize Croizat qu'il s'agit :

Car :

« Il n'est que de savoir si on est résolu ou non à réprimer. »

Réprimer quoi, qui ? Je pêche au hasard des lignes :

« les saboteurs et les terroristes... agitateurs misérables... les traîtres... »

qui, animés

« d'une rage de destruction et de sauvagerie fanatique... démolissent les machines... pillent les magasins... continuent leurs violences crapuleuses... déboulonnent les rails... tirent... »

commettent encore

« des attentat, incendies, explosions et pillages... des attaques contre les maisons des ouvriers, etc... »

Vous vous demandez de qui il s'agit. Vous pensez avoir deviné. Eh bien non ce n'est pas contre les C.R.S., ni contre la soldatesque coloniale que fulmine l'Aurore.

Les sombres canailles les brutes insensées, les voyous innommables dont parle Robert Bony de « l'Aurore » ne sont pas non plus, comme vous pourriez le croire, les membres du gouvernement. Ce sont tout simplement les mineurs du Nord.

Nous connaissons un journal et un journaliste à qui la plupart des adjectifs contenus dans ce paragraphe s'appliqueraient parfaitement.

Oui ami lecteur, cette fois tu as deviné juste, ce sont « l'Aurore » et M. Robert Bony.

MATIERE GRISE

Dans le POPULAIRE, Paul Parpais termine sa revue de presse par cette déclaration :

« Gouverner avec intelligence, cela ne peut avoir qu'un sens : élever le pouvoir d'achat de la classe ouvrière à un standard qui garantisse la stabilité de la production à un niveau élevé. »

Depuis quatre ans la S.F.I.O. participe à chaque gouvernement.

Depuis quatre ans le pouvoir d'achat de la classe ouvrière baisse régulièrement.

D'après Parpais nous pouvons donc en conclure que tous les ministres socialistes passés et actuels sont de tristes crétins. Le susnommé doit le penser aussi puisqu'il conçut par cette promesse inconsidérée

« Les socialistes sont tout disposés à faire preuve d'intelligence... »

et qui n'engage à rien : à l'impossible nul n'est tenu.

La S.F.I.O. lance le POPULAIRE DIMANCHE. Le « Popu » quotidien fait des efforts désespérés pour y intéresser les lecteurs. Témoin cette plaquette :

« Léon Jouhaux traite la question d'une grande actualité : « Syndicalisme libre ».

Et Pierrot-le-Fou fera un papier sur l'honnêteté ?

Le syndicalisme libre traité par Jouhaux ! Maltraité plutôt.

Comme toujours.

« Pierre Commin précise l'attitude socialiste à l'égard des grèves. »

Tenter de justifier l'attitude socialiste à l'égard de grèves récentes, ça doit être un drôle de boulot.

Pierre Commin est courageux... et pas dégoûté.

« Sur la grève des mineurs, deux documents important et un commentaire de Jules Moch, ministre de l'Intérieur. »

On propose un titre : « Mes crimes », par J. Moch, ou « L'Art d'assassiner légalement ».

« Guy Mollet commente la situation politique et sociale : « Trois fronts... un seul combat ».

Fini la lutte sur deux front. Ce Mollet est un dur. Bientôt la lutte sur quatre, huit ou douze fronts. Un pur militant quoi !

Décidément, je n'achèterai pas le « Popu dimanche ». Tant que faire d'acheter un journal humoristique, je préfère le « Canard enchaîné ». Là au moins il y a parfois des articles sérieux.

R. CAVANHIE.

LE CARNAVAL DE LA SEMAINE

L'EPREUVE DECISIVE

« L'homme du vingtième siècle peut faire le tour de la terre, tuer ses semblables à grande distance, peser et mesurer les astres, et pomper le pétrole des entrailles de la terre. Il peut imprimer un million de journaux à l'heure ; il peut forcer une poule à pondre 365 œufs par an, les chiens à fumer la pipe, et les phoques à jouer au ballon.

« Mais montrez-lui cinq pains et deux petits poissons, et amenez là cinq adultes affamés et deux pauvres gosses sans argent pour les acheter ! Alors il convoquera une conférence d'experts, nommera un comité et quelques sous-comités, procédera à des élections et dira qu'il y a crise — que des mesures sont indispensables. Il fera des tas de règlements et s'en ira, laissant cinq adultes et deux petits enfants affamés, et cinq pains et deux poissons hors d'atteinte. »

« Daily Express » 7-6-48.)

UN OUVRIER CONSCIENCIEUX

« Thomas Fellows, 47 ans, fraiseur chez Stajfs à Darlaston, était un ouvrier capable et consciencieux.

« Il fut donc pris pour base d'observation par l'ingénieur des temps chargé d'établir un tarif à la prime. Les essais furent longs et répétés.

« Peu à peu Thomas Fellows s'énerva. Le soir il se plaignait à sa femme de ne plus être lui-même, avait des crises nerveuses, et se relevait la nuit croyant que le chronométreur était caché dans le placard.

« Un beau jour, il alla au canal se noyer.

« Le coroner qui a examiné le corps a rendu le verdict suivant : suicide dû à la folie. »

(« News Chronicle » 4-6-48.)

UNE CHAIR A GALON QUI RAPPORTE

Le monde entier pâle d'envie admire la France, sa politesse, sa science, sa littérature, l'héroïsme de ses enfants.

Quant aux Indochinois, depuis 60 ans que nous les occupons, ils connaissent notre armée coloniale, venue spécialement leur apporter les bienfaits d'une civilisation indispensable ; pour la grande joie de nos galonnards, et pour celle non moins grande des actionnaires de la Banque d'Indochine, de la Société Financière Française et Coloniale (dont le président déclarait dernièrement : « Nos entreprises (en Indochine) continuent à travailler avec une énergie extrême, dans des circonstances d'insécurité que nous sommes obligés de souligner. Le personnel travaille souvent au milieu des coups de feu, avec l'appui d'ailleurs complet et cordial des troupes françaises ». Nous pourrions citer bien d'autres sociétés dont les intérêts plus ou moins malpropres s'accommodent avec délices de l'exploitation éhontée et du massacre de la population indigène.

Quoi qu'il en soit nos soudards se sentent à l'étroit dans ces territoires qu'ils mettent à sac; le « Straits Time » de Bangkok nous apprend que cent de nos concitoyens en uniforme ont fait une razzia sur l'inoffensif village siamois d'Hahi dans la province de Loei. Ces deux cents habitations ont été consciencieusement explorées dénotant une vieille expérience dont les Français peuvent être justement fiers.

MESURE « SOCIALISTE » EN FAVEUR DES TRUSTS

Bien que la capacité de production des centrales électriques anglaises ait augmenté, les besoins de l'industrie se sont accrus dans une proportion encore plus grande.

Le gouvernement travailliste composé de ces éléments socialistes autoritaires (vous pouvez lire fascistes), qui exercent d'ailleurs leur malfaisance dans tous les pays du monde au détriment des consommateurs, ont décidé pour restreindre la consommation domestique, d'augmenter le prix de l'électricité. La néo-bureaucratie socialiste britannique n'a plus rien à apprendre des confrères fascistes de tous les temps.

Qu'attendent les prolos anglais pour lui faire rendre gorge ?

PALESTINE

Les Israélites ont pâti de tous les nationalisme, subi les lois de tous les régimes, vécu sous toutes les formes de gouvernement.

Partout ils ont souffert.

S'il y a des gens qui devraient savoir ce que signifie Patrie, Etat, Gouvernement ou Loi, ce sont eux.

En conséquence de quoi ces gens avertis se sont donné une patrie, des lois, un gouvernement, lequel gouvernement, s'est mis au travail illico.

Voilà, d'après « La Riposte », hebdomadaire du Mouvement Hébreux de Libération nationale, ce que ça donne :

Les lois qui nous gouvernent actuellement sont identiques à celles qui nous étaient imposées par l'oppresseur britannique ; les arrestations honteuses et arbitraires sont caractéristiques du régime anglais tel que nous le subissions.

Le gouvernement provisoire doit se convaincre que lorsque les citoyens sont privés de leur liberté, cela ne peut qu'entraîner la lutte pour la liberté.

La Terre Promise est encore loin.

HISTOIRE DE BETTERAVES

A Villeneuve-sur-Yonne, les ouvriers agricoles réclamaient, avec la C.G.T., 6.300 francs par hectare pour arracher les betteraves. La C.G.A., elle, n'en demandait que 4 800. Décret préfectoral : la betterave sera arrachée pour 4.800. Et la C.G.T. locale de dire : « Camarades, c'est raisonnable. Vous pouvez y aller. »

M. Frachon secrétaire général de la C.G.T., ne mange pas M. Waldeck-Rochet, secrétaire de la C.G.A. Entre communistes...

L'heure est au tout ou rien

(*Suite de la 1re page*)

C'est par une débauche de lois, de décrets, d'arrêtés, de circulaires qui, depuis quatre ans encombrent plus encore qu'autrefois le cerveau du militant, que les hommes d'Etat, les politiciens et les professionnels d'un syndicalisme dénaturé, prétendent maintenir la position ouvrière.

En présence des difficultés croissantes au milieu desquelles se débattent quotidiennement ceux qui vivent de leur propre travail (quant ils en ont), les plus malheureux d'entre les moins favorisés n'ont qu'un moyen de faire pression sur le pesant appareil antisocial qui les écrase : la grève, manifestation éclatante de la lutte des opprimés contre leurs oppresseurs. Toutefois, s'il y a lutte, faudrait-il qu'elle ne soit pas stérile et que la dépense des forces combatives qu'elle impose conduise à l'amélioration pour laquelle elle est sensément engagée. Faudrai-il, aussi, que la misère ne soit pas un vilain prétexte pour les politiciens communistes, socialistes, chrétiens ou autres, tous maquignons de la revendication, qui, usant d'une constante surenchère revendicative, sont plus pressés de faire des adeptes que d'orienter le peuple vers son mieux-être.

Anarchistes, nous sommes de cœur avec nos camarades, les travailleurs en lutte (leurs souffrances ne sont-elles pas les nôtres ?), dans toute la mesure où cette lutte est la leur, et non celle des beaux parleurs qui marchandent leur détresse. Nous ne saurions être *a priori*, et inconditionnellement, pour n'importe quelle lutte, car la seule qui nous intéresse est celle qui élargit les horizons révolutionnaires.

La condition ouvrière ? Elle est liée à la cause de la liberté dont elle fait partie intégrante, la liberté de toute une population n'étant possible qu'à partir du moment où le salariat et l'Etat, ayant enfin disparu, *l'égalité sociale* n'est plus un vain mot. Au point où en est l'usure du système actuel et le morcellement de la législation dite « sociale », véritable dentelle de textes dans laquelle nul ne se retrouve, compte tenu de la situation angoissante faite aux travailleurs manuels et intellectuels comme aux « économiquement faibles », qu'a-t-il donc à perdre, le peuple, dans une lutte pleinement révolutionnaire mettant en cause l'existence du capitalisme privé et d'Etat? Que risque-t-il, en broyant des institutions qui font de lui, créateur de toutes les richesses, le plus mal servi de la collectivité « nationale » ? Que risque-t-il en transformant sans coup férir l'entreprise capitaliste, même si elle est nationalisée, en coopérative de production, en organisant l'économie distributive au lieu et place du commerce, en généralisant cette transformation par l'application d'un fédéralisme libre?

Passant à l'action effectivement révolutionnaire, il s'exposera à des difficultés sérieuses, mais celles-ci seront toujours peu de chose auprès du long calvaire qu'il lui faudra supporter longtemps encore dans la servitude, du fait que le souffle de la révolte lui aura manqué pour aller jusqu'au renversement de l'édifice dans lequel il gaspille son énergie. Car aujourd'hui, il est établi qu'invariablement le fruit des « victoires » ouvrières est dévoré par les forces d'exploitation avant même d'avoir été goûté par les travailleurs (voir augmentation de salaires et suppression de l'impôt cédulaire).

L'heure n'est donc plus aux revendications de détail. Elle est au *tout ou rien*. Et aussi longtemps qu'un effort suffisant ne sera pas fait pour l'obtention de ce tout qu'est la Révolution Sociale, les miettes qui nous seront parcimonieusement jetées ne représenteront rien, si ce n'est des victoires symboliques. Or, on ne vit pas que de symboles et la misère continuera ses ravages...

Henri BOUYE.

LES ORGANISATEURS de la défaite

(*Suite de la 1re page*)

y a longtemps que nous connaissons la la réalité du contenu, et de l'action, du parti communiste français et de son patron, l'Union soviétique.

Nous savons qu'en U.R.S.S., une classe nouvelle, ni socialiste, ni capitaliste, se trouve au pouvoir. Que l'évolution de la société soviétique tend à renforcer la différenciation de classe, par les échelles de salaires, par la centralisation de l'appareil politique, par la toute-puissance d'une police aux mains d'une minorité, par l'autorité politique, économique et sociale d'un personnel de gestion.

Nous savons qu'à l'extérieur, tous les partis communistes, officiels ou camouflés, tous les organismes apparentés, ne font que servir, sans avoir une vie propre, les intérêts de la classe dirigeante soviétique.

Nous savons enfin que l'équivoque trouve son origine dans la croyance qu'au capitalisme doit succéder inévitablement la société sans classe dont rêvaient les précurseurs socialistes, alors qu'en fait une société nouvelle, libertaire et sans exploitation, ne naîtra que par les efforts inlassables et clairvoyants des hommes eux-mêmes, qu'elle n'est possible que si les travailleurs la créent et la maintiennent et la vivent.

Nous voyons que depuis vingt-cinq ans, le parti a changé vingt-cinq fois de positions et de mots d'ordre, précisément parce qu'il est demeuré lui-même, c'est-à-dire un outil aux mains des techniciens de la défense nationale et de l'expansionnisme russe. Il demeurait outil et son emploi changeait suivant les alliances, les adversaires, les manœuvres et les combines.

A mesure que la révolution russe s'est transformée en contre-révolution stalinienne, et que la réalité bureaucratique, technocratique, militariste et impérialiste soviétiques a remplacé les Soviets libres, les communautés paysannes, la démocratie ouvrière et les libertés populaires, il s'est transformé en machine à propagande et a remplacé ses membres pensants et actifs par des fonctionnaires disciplinés.

Les intérêts de la classe ouvrière, la substance même du prolétariat et du mouvement révolutionnaire ont été sacrifiés maintes fois pour que triomphe la politique du Kremlin. En Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, en Amérique du Sud.

Drapeau rouge, puis drapeau tricolore, ou drapeau blanc. Pacifiste puis guerrier. Nationaliste et internationaliste. Chauvin ou défaitiste. Avec, puis contre, puis pour les gouvernements. Philosémite puis antisémite. Lanceur de grèves et briseur de grèves.

Le mécanisme fonctionnait. Le mythe demeurait.

Nous avons pendant longtemps, et nous l'avons fait les premiers, apporté une copieuse documentation au prolétariat sur la réalité russe. Nous avons — trop souvnet seuls — mené des campagnes difficiles contre la répression soviétique à l'égard des révolutionnaires de toutes tendances.

Nous avons, il y a de nombreuses années déjà, dénoncé le caractère de classe de régime dictatorial. Et les tournées de meetings, les brochures que nous avons éditées, les camarades persécutés en U.R.S.S. que nous avons aidé, soutenus et parfois sauvés, tout ce travail représente une des plus belles pages de notre mouvement, même si elle a été écrite par des mains malhabiles, et avec des porte-plumes de quatre sous.

Nous pouvons dire que le mouvement anarchiste n'a jamais été emporté par la vague de propagande communiste et que nous avons toujours regardé le mythe stalinien, héritier du mythe léniniste, avec des yeux clairvoyants.

Mais le mythe est demeuré valable pour un grand nombre de travailleurs.

*

Plus forts, mieux trempés, épaulés par des copains de tous âges, mais tous riches d'expérience, nous avons pu, ces dernières années, arracher bien des oripeaux aux charlatans staliniens. Cette fois, au travers de l'action quotidienne, en utilisant chaque expérience surgie sur les lieux du travail. A chaque grève, à chaque initiative, à chaque heurt entre travailleurs et ennemis, nous avons été à notre poste pour souligner le gouffre qui séparait l'action stalinienne des espoirs prolétariens.

Sur le terrain même, sur la chasse gardée des communistes, nous avons patiemment reconquis des positions ouvrières. Et nous qui savons que les profondeurs de la classe ouvrière sont bien plus riches, plus mouvantes et plus vivantes que ne le dépeignent les communiqués officiels et les coups de gueule cadencés, nous savons bien que dans toute la France ouvrière, la pensée libertaire renaît, sous des formes diverses dans des lieux et dans des organisations qui nous sont parfois inconnus ou étrangers.

Mais nous reconnaissons aussi, parce que nous sommes sans doute les seuls dans le mouvement ouvrier à ne pas vivre de slogans et de mythes, que la fraction prolétarienne dominée par les staliniens est encore importante.

*

Nous pensons alors que le moment est venu de présenter simultanément, en un coup d'œil panoramique, tous les éléments de l'escroquerie communiste.

Ces éléments sont aujourd'hui plus visibles que jamais, et l'extrême discipline qui règne dans le camp stalinien, l'uniformisation de ses hommes et de ses méthodes, facilitent notre tâche.

Il est aujourd'hui possible de montrer, au travers de l'action de chaque jour, les méthodes appliquées dans le camp ouvrier en pays capitalistes et celles appliquées dans les pays de « démocratie populaire. » Il est possible de mettre en évidence le type d'hommes qui règne à la C.G.T. et en Bulgarie, les mensonges utilisés chez les cheminots et à Prague, le rôle joué par les fonctionnaires staliniens dans les entreprises nationalisées et dans les usines soviétiques.

Nous pouvons, cette fois, avec des exemples et des faits à la portée de la main, des yeux et du cerveau des travailleurs, démonter le mythe stalinien.

Berliet à Lyon, dans tout ce que cette usine nationalisée comporte de dictature politique, de pressions sournoises, de bureaucratie idiote, préfigure le régime que nous réservent les communistes. La présence d'hommes du même parti à la tête de secteurs économiques d'Etat, à la direction des syndicats, dans les coopératives, nous donnent l'image de plus en plus précise de ce que serait le régime « soviétique ».

La centralisation à l'extrême de l'appareil stalinien dans le monde porte en lui sa propre tare et les éléments de sa décomposition. Il est devenu trop étranger au prolétariat et il se montre trop à nu.

Le mythe ne peut subsister dans la vie quotidienne.

Chaque mouvement que déclenche le parti communiste français est un pas vers la défaite. Non pas seulement défaite immédiate, comme celle des cheminots envoyés à l'avant-garde comme des éclaireurs sacrifiés. Non pas seulement défaite par rapport au capitalisme qui se redresse et à l'étatisme qui se renforce. Mais surtout défaite du prolétariat dans la mesure où il croit encore dans le mythe soviétique et stalinien. Défaite parce qu'il abandonne ses propres positions, ses propres moyens, ses propres buts pour l'enivrement factice des agitations impérialistes. Défaite parce qu'en se saoulant ainsi, il finira par aller s'enivrer avec l'autre alcool, celui du gaullisme.

Il nous appartient, en nous efforçant d'adhérer le plus étroitement possible aux événements et en les domptant par les seuls efforts prolétariens, de balayer les résidus des époques révolues, de rendre évidente l'inconsistance des mots « réforme » et « révolution » quand ils doivent s'appliquer à l'action des appareils russes en France.

C'est la seule voie qui nous permettra d'éviter les réveils trop durs, sous la botte d'un général cu dans les rangs d'une armée de mercenaires sacrifiés, ou dans des fabriques où régneront des polytechniciens.

S. PARANE.

VILLAGE D'ENFANTS

(*Suite de la 1re page*)

général, d'autant plus que Hambourg signale la disparition d'un de ses enfants. L'un et l'autre n'ont plus été vus de qui que ce soit de tout l'après-midi. Que s'est-il passé ? Il y a lieu de tout craindre. Cependant que l'inquiétude régnait ainsi au village et que des recherches s'organisaient, sur la colline voisine — où l'on devait les retrouver — l'enfant de Varsovie enseignait à l'enfant de Hambourg à chausser des skis et à monter et descendre la pente enneigée. Admirable leçon donnée aux hommes et aux femmes fabricants de haine par les plus malheureuses de leurs victimes. La Pologne n'est pas allée à la gare accueillir l'Allemagne, mais dès le premier jour les enfants martyrs de Varsovie et les enfants martyrs de Hambourg se sont reconnus être des enfants et des frères de misère. Quand donc, au lieu de se sentir nationalistes, tous les hommes de tous les pays, entrant en contact direct et individuel, se reconnaîtront-ils enfin pour ce qu'ils sont : des frères de misère, et s'entraideront-ils au lieu de se laisser mener et conduire par les professionnels de « l'Armons-nous et partez ».

Jean ROGER,
Président des Amis du village Pestalozzi.

F. A.

Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, Xe
Métro : Gare de l'Est
Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanch

1re REGION

Calais et Douai. — Les camarades de ces deux villes et environs sont priés de se mettre en rapport avec Laureyns Georges, 80, avenue F.-Ferrer à Fives-Lille.

Lille. — Permanence, Café Alphonse, 13, rue du Molinel, tous les samedis de 18 h. 30 à 19 h. 30.

Maubeuge. — Formation d'un groupe. Appel est fait aux sympathisants. S'adresser à Lemoine Raymond, 37, faubg Saint-Lazare, Maubeuge.

Nœux-les-Mines. — Permanence tous les samedis de 18 h. à 19 h., Café Monsauret, près la mairie.

2e REGION

DIFFUSION DU LIBERTAIRE

Pour tout ce qui concerne la vente à la criée du journal dans la région parisienne, écrire à Gauthier, « Libertaire » 145, quai de Valmy, Paris-xe.

Paris 5e et 6e. — Réunion des militants le vendredi 12 novembre au Palais de la Mutualité (pour la salle voir le panneau d'affichage) à 20 h. 45.

Cette réunion est très importante, présence indispensable de tous les militants.

Paris Xe et IIIe. — Le groupe se réunit régulièrement. Adresser la correspondance à Gauthier, « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris (10e).

Paris 13e. — Le groupe se réunit périodiquement et organise des conférences, débats, auxquelles sont invités, sur convocations individuelles, les sympathisants.

Pour renseignements et adhésions, écrire: Jean Griveau, 7, impasse Prévost, Paris-13e. Téléph. : Gob. 70-72.

Paris-Est. — Réunion des militants, 41, rue Pétion, jeudi 11 novembre à 20 h. 30. Organisation du meeting.

Paris-Ouest. — Réunion du groupe tous les vendredis à 20 h. 30, café « Le Balagny », 1er étage, 79, avenue de Saint-Ouen, Paris-XVIIe.

Asnières. — Réunion mardi 16 novembre. 20 h. 30, 5, rue Paul-Déroulède, Asnières.

Bougival et environs. — Réunion le premier vendredi de chaque mois, à 20 h. 30, Hôtel des Nations, à Croissy.

Permanence tous les dimanches, même adresse, de 9 h. à 12 h.

Cachan. — Groupe en voie de formation, écrire et téléphoner même adresse que pour Paris (13e) (secteur Paris-Sud).

Colombes. — Réunion tous les samedis à 20 h. 30, 10, avenue Henri-Barbusse, salle du Café de la Mairie.

Samedi 13 novembre : causerie éducative.

Appel est fait à tous les sympathisants, même heure, même adresse.

Enghien-Ermont. — Les camarades libertaires et sympathisants sont invités à la réunion qui aura lieu le vendredi 19 novembre, à 21 heures, chez Pierrot, 1, rue Albert, 2e étage, à Enghien.

Livry-Gargan. — Conférence salle de la Mairie, à 21 heures, 22 novembre 1948. Sympathisants invités.

Maisons-Alfort - Charenton et environs. — Réunion vendredi 12 novembre, 21 h. précises. Attention ; changement de lieu : Café de l'Ecole, face à l'Ecole vétérinaire, 34, rue Jean-Jaurès, Maisons-Alfort.

Montrouge. — Groupe en voie de formation, écrire ou téléphoner même adresse que Paris (13e) (secteur Paris-Sud).

Montreuil-Bagnolet-Vincennes. — Réunion tous les mercredis à 20 h.30. Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris, Montreuil. Métro : Robespierre.

Villers-Cotterets. — En vue de la formation d'un groupe, écrire à Jean Lefèvre, P.T.T., à Villers-Cotterets.

3e REGION

Longwy-Haut. — Permanence du groupe tous les dimanches de 9 h. 30 à 12 h. au Café Tivoli, 5, rue Tivoli.

Metz. — Permanence, tous les samedis, de 19 h. à 20 h., et, les dimanches, de 9 h. 30 à 12 h., à la Petite Taverne, 38, rue de la Chèvre.

Nancy. — Permanence chez Rigoni Georges, 34, rue Raymond-Poincaré, de 19 à 21 h. Dimanche de 9 h. 30 à 12 h.

Reims. — Pour la formation d'un groupe, s'adresser à Philippe Granger, 25, rue du Châtelet, tous les jours.

Rombas-Homécourt et ses environs. — Permanence le dimanche matin de 10 h. à 12 h. au café Pernetta, 63, rue Joffre, à Clouange.

4e REGION

Secrétariat régional. — Il est rappelé aux groupes de la région et en particulier aux militants isolés des localités suivantes : St-Malo, St-Brieuc, Morlaix, Quimper, Lorient, Vannes, Pornichet, St-Nazaire, Basse-Indre, Couëron, Cholet, etc... désirant recevoir la tournée de conférences annoncée dans « l'Entr'aide » d'octobre, qu'ils doivent faire parvenir leur réponse, au plus tard, le 20 novembre.

5e REGION

Besançon. — Un groupe est en formation. Les sympathisants doivent écrire au « Libertaire » qui transmettra.

7e et 8e REGIONS

Saint-Etienne. — Groupe Libertaire Sébastien-Faure : Réunion, chaque jeudi, à 20 h. 30. 5, rue de la Barre. Local habituel.

L'itinéraire de la tournée de conférences de Marzino est déjà partiellement fixé : Clermont, 12 décembre ; Thiers, 13 décembre ; St-Etienne, 14 ; Lyon, 15 ; Romans 16.

Roanne peut prendre avant Clermont, Thonon, Oyonnax, Bourg et Grenoble, après Romans.

Ecrire à René Guillot, 10, rue de la Résistance, 10, à Saint-Etienne (Loire).

9e REGION

Bordeaux. — Tous les dimanches de 10 h. 12, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande, 42.

On y trouve livres et brochures, également toute la presse.

10e REGION

Toulouse-Jeunesses. — Réunions intérieures du groupe les 1e et 3e mardis. Les 2e et 4e, réunions ouvertes aux sympathisants.

Toulouse « Bien-Etre et Liberté ». — Réunion tous les mercredis à 21 h., au 4, rue de Belfort, 2e étage.

Toulouse. — Groupe Fernand-Pelloutier. Réunion tous les 2e et 4e vendredis de chaque mois à 21 heures. Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg.

12e REGION

1° **Marseille, Fédération locale.** — Les permanences et le service de la librairie sont régulièrement assurés les lundis de 19 à 20 h., les jeudis de 18 h. 30 à 19 h. 30 et les samedis de 18 à 19 h.

2° **Marseille, Groupe du Centre.** — Dorénavant le groupe se réunira le mardi à 19 h. au local Pavillon. Présence très nécessaire.

Marseille, Saint-Henri. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures précises, salle du Bar-Sport St-Henri. Permanence tous les dimanches de 10 à 12 heures.

Nice. — Le groupe se réunit les premier et troisième jeudis de chaque mois au café de l'Univers, bd J.-Jaurès, à 21 heures.

Centre de Formation Sociale

CERCLE ANARCHISTE DES JEUNES

La constitution du C.A.J. est maintenant chose faite. Dans sa première réunion du 5 novembre un bureau a été nommé. Les réunions auront lieu tous les quinze jours le vendredi à 20 h. 45. Les causeries commenceront à 21 heures très précises et tous les camarades présents ont pris l'engagement d'être exacts et assidus. C'est une condition primorciale pour la bonne marche du cercle.

Le plan de causeries suivant a été adopté :

1re *Série*

I. Le marxisme et l'anarchisme.
II. Histoire du mouvement ouvrier.
III. Histoire du mouvement anarchiste.

2e *Série*

IV. La vie d'une société anarchiste aux sources du fédéralisme.
Etat ou fédéralisme.
L'économie : production, consommation.
V. Réalisations anarchistes (Espagne, Ukraine, Palestine).

3e *Série*

VI. Religion, laïcité, pédagogie active.
VII. L'éducation, la mixité, l'ajisme.
VIII. La sexualité, etc...

Nous voulons par ce cycle apporter à tous ceux qui sont attirés vers l'anarchie (société sans classes et sans moyens coercitifs) mais n'en voient pas la réalisation possible, des informations précises fondamentales.

Ce cercle est ouvert aux jeunes (anarchistes ou non) qui ont pris conscience de leur rôle social et désirent parfaire et confronter leurs connaissances en vue de lutter plus efficacement contre le monde bourgeois qui nous opprime et trop lentement, s'écroule.

Le C.A.J. n'est donc pas un groupe anarchiste, il est seulement appuyé par la F.A. et ceux désirant ultérieurement adhérer pour poursuivre leur action, s'inscriront dans un groupe déjà existant ou en fonderont un nouveau avec l'aide du secteur qu'ils choisiront.

Les camarades, en adhérant au C.A.J. prennent l'engagement moral de suivre avec assiduité, avec exactitude, le cycle complet des causeries. Ils pourront, s'ils le désirent parallèlement ou ultérieurement suivre les conférences du Cercle Libertaire des Etudiants et les cours de l'école de Militants de la F.A.

La prochaine réunion (1re causerie : le marxisme et l'anarchie) aura lieu aux sociétés savantes, 8, rue Danton, le vendredi 19 novembre à 20 h. 45 précises.

Petite correspondance

Les camarades qui posséderaient un ou plusieurs exemplaires du compte rendu du Congrès Anarchiste d'Amsterdam de 1907 rendraient un éminent service à la F.A., s'ils pouvaient le lui communiquer aux fins d'édition.

Le manuscrit sera évidemment rendu.

*

Documentation et livres en allemand concernant mouvement anarchiste et syndicaliste révolutionnaire, sont demandés pour organisation allemande, par Rey L. rue Camille-Desmoulins, à Rognac (B.-du-R.), qui se chargera de la transmission. (Communiqué par C.R I.A.).

*

André Degenève demande des nouvelles de J. Stefaut. Ecrire 16, faubourg du Temple, Paris.

*

Albert Caron demande adresse de Jacques Prol pour communication intéressant un ami commun.

CULTURE ET RÉVOLUTION

Problèmes essentiels

La Loi, la Coutume et le Contrat

Si l'on écarte l'affirmation individualiste-absolue des Stirnériens, selon laquelle l'anarchisme est une revendication du moi contre la société, un mouvement visant à l'affranchissement de tout lien social ; si on admet que l'individu et la société, opposés l'un à l'autre, ne sont que des abstractions ; si l'on conçoit qu'il est impossible à l'homme de faire tout ce qu'il veut, en se désintéressant d'autrui et des conséquences morales de ses actes ; si l'on repousse comme inopérant l'absentéisme social de quelques naturistes, robinsons suisses, ou contemplateurs de leur nombril ; — alors, on est d'accord avec Proudhon, Bakounine, Kropotkine et Reclus pour donner à l'anarchisme une valeur sociétaire, pour en faire une revendication de la société contre l'Etat. Mais, du même coup, on accepte le principe d'obligations engageant les individus les uns envers les autres. Ce qui divise l'anarchisme sociétaire des systèmes étatiques, c'est qu'il ne reconnait point les même sources d'obligations qu'eux c'est qu'il ne reconnait point la loi dictée par l'Etat.

Selon certains critiques, l'anarchisme sociétaire se ramènerait à l'individualité absolue, parce que l'Etat serait, sinon la seule source possible, du moins le seul gardien efficace des obligations, dans un monde où il n'est pas permis de tout faire.

Cet argument est faux, car il existe deux systèmes opposés et indépendants, capables de définir et de garantir les obligations des humains entre eux. Le premier est le droit légal, qui implique la domination de l'Etat sur la Société. Le second est le droit coutumier et contractuel, qui émane spontanément de la société elle-même et des individus qui la composent. En régime « bourgeois libéral », les trois sources d'obligations : la loi, le contrat et la coutume coexistent. En régfiime socialiste totalitaire, la loi tend à exclure toute autre source d'obligation. Mais de nombreuses sociétés ont vécu et vivent encore sans lois et sans Etat. Et, comme nous le verrons, les formes non légales d'organisation n'ont rien d'arriéré, ni d'incompatible avec la civilisation la plus haute — bien au contraire !

*

La loi, selon la définition juridique, est une règle qui s'impose inconditionnellement à tous, sans que le consentement préalable des assujettis soit requis. Elle a pour complément inséparable la pénalité. Le pouvoir législatif la formule ; le pouvoir exécutif veille à son application ; le pouvoir judiciaire châtie les contrevenants.

Le mot latin lex (loi) vient de lego (je dis). Comment la loi s'impose-t-elle ? Une personne imaginaire supérieure à la société, extérieure à tous les individus qui la composent, est censée « édicter » la loi (loi : dicktat) et l'imposer à la société réelle. Cette personne « morale » — l'Etat — s'incarne dans un appareil (législatif, exécutif, judiciaire) qui prétend tirer sa volonté de la personne du Prince ou de la représentation nationale. Le Prince ou le Parlement, à son tour, est censé parler, soit au nom de Dieu, soit au nom du Peuple ; et la fiction sur laquelle est généralement bâtie la théorie de la loi, implique que Dieu ou le Peuple, non seulement dicte la loi par la bouche du Prince ou du Parlement, mais consent à la loi, en chacune des personnes qui composent la société.

La fiction théocratique ou démocratique ne peut être retenue, attendu que le mandat des gouvernants ne repose sur rien de palpable. En droit démocratique, le mandat impératif n'est pas admis, le représentant n'est tenu à rien ; les promesses qu'il a pu faire à ses électeurs ne comptent pas juridiquement. Le seul recours de ceux qui se sont faits bénévolement ses dupes, est de le remplacer, s'ils le peuvent, par un autre dupeur professionnel, lorsque son mandat vient à expiration. Et ainsi de suite.

Là où les citoyens eux-mêmes votent les lois, les projets leur sont proposés tout élaborés, et ils se prononcent par oui ou par non. La minorité doit se soumettre (de même que les abstentionnistes) à une majorité souvent fictive. Aucune sécession n'est admise. Par exemple les habitants d'un canton suisse, qui se seront prononcés contre un certain impôt fédéral, ne pourront se refuser à payer cet impôt ; s'ils ont voté pour une certaine réforme constitutionnelle et ont été minorisés, ils ne pourront l'appliquer entre eux, etc...

*

Le contrat, dit la science juridique, « est une source d'obligations résultant du consentement direct de ceux qui sont obligés. » Il n'y a de contrat proprement dit que dans la mesure où il y a engagement personnel signé. L'esprit du contrat, est qu'il y a libre consentement (sans violence et sans fraude) telles sont les « clauses morales » de la validité de tout contrat. Un contrat n'est pas forcément bilatéral ; il peut n'engager qu'une seule personne (ex. promesse de rente faite à quelqu'un). Mais le signataire n'est engagé que par sa propre volonté, par le respect qu'il a de la parole donnée, etc...

Le régime de la loi et celui du contrat sont antagonistes. L'un suppose le règne de l'Etat, l'autre celui du fédéralisme (foedus : pacte, alliance, contrat). De nos jours le domaine de la loi s'agrandit constamment, celui du contrat s'amenuise.

Sous prétexte que le contrat de salariat était entaché de violences ou de fraude, on l'a combattu depuis cent ans. Mais non pas en tant que contrat non libre, dominé par la violence de l'Etat-gardien de l'inégalité ; car c'est au contraire en tant que contrat libre, dont les contractants se passent de l'intervention de l'Etat, que le salariat a été remplacé par l'esclavage étatique, pur et simple (dans quelques pays), ou mal déguisé (dans d'autres). A force d'étendre les attributions de l'Etat et de restreindre le domaine privé, on en arrive à rendre sans objet l'idée même du contrat. Rien n'est plus licite, sans être en même temps obligatoire. Toutes les actions sont, ou bien proscrites, ou bien prescrites par la loi. Il n'y a plus de démarches indifférentes, libres et facultatives, au regard de la loi. Les relations économiques deviennent légales ; elles se changent en relations politiques — tyrannie qui a été définie par beaucoup de gens comme l'avènement du Socialisme.

En réalité, il s'agit du signe d'avènement de la monstrueuse société totalitaire, intégralement identifiée à l'Etat.

*

La coutume est une source d'obligations spontanément acceptée en vertu d'une tradition. On a l'habitude d'opposer, d'une part, le droit législatif et le droit contractuel — droits écrits — et de l'autre le droit coutumier — droit non écrit. Mais cette distinction est inessentielle. Le droit législatif est fondé sur une fiction — admirablement dénoncée par Joaquim Costa — fiction selon laquelle nul n'est censé ignorer la loi. Puisque la loi est censée émaner de Dieu, ou du peuple, — comme principe présent en chaque sujet de droit, elle est réputée, reçue et acceptée de tous, et l'hypocrisie judiciaire la suppose connue. En réalité, personne ne la connait, ni ceux qui la font, ni ceux qui l'appliquent. Elle change, augmente et se ramifie tous les jours. On fait un gros journal quotidien de ses modifications (journal officiel). La Convention édicta à elle seule 11.600 lois et décrets ; de nos jours, la procédure parlementaire étant devenue trop lente pour les « nécessités modernes » de la production législatrice, les lois sont présentées aujourd'hui par trains entiers, devant des parlementaires incompétents, par des ministres qui n'ont pas eu le temps matériel de les lire.

Au droit fictif, ignoré des intéressés, s'oppose le droit réel fondé sur la volonté ou l'habitude. Le contrat exprime la volonté bien arrêtée des parties. La coutume supplée à cette volonté par l'autorité du précédent ; elle indique « ce qui s'est toujours fait de mémoire d'homme, dans le milieu et dans le cas considérés ».

La coutume est interprétée, appliquée et modifiée par ses dépositaires mêmes, selon leurs lumières humaines. Elle n'est pas une règle imposée d'en haut. Elle ne suppose aucune institution extérieure à la société. Elle est fluctuante, comme la mémoire des groupes. Elle évolue, se simplifie, s'abroge, par le précédent lui-même, c'est-à-dire par une initiative privée dont la valeur est implicitement reconnue.

Le droit coutumier passe pour routinier. On le présente comme opposé à l'homogénéité sociale et au changement. D'où la nécessité de le briser par le glaive « révolutionnaire » de la loi ! En réalité, les besoins sociaux assouplissent constamment la coutume : tout ce qui cesse d'être utile ou applicable tombe en désuétude, et le fait nouveau, transformé en usage, acquiert de lui-même force de droit.

Le véritable ennemi de la coutume n'est pas la nouveauté pratique, acceptable et acceptée par le milieu social, mais la violence et la vindicte aveugle des lois.

*

Un ordre social n'est-il concevable que sur la base des lois ? Cette proposition est fausse dans le sens juridique le plus élémentaire. Ele est fausse historiquement. Elle est fausse relativement au problème actuel et pratique d'une organisation compatible avec une civilisation élevée.

1° La base de toute théorie juridique est l'idée de droit naturel. Cette idée n'a d'existence pratique que dans le droit coutumier, dans les lois non-écrites envers lesquelles les peuples en ont toujours appelé des caprices de leurs tyrans.

2° L'Etat centralisé est une institution moderne dépourvue de tout caractère traditionnel ; inconnue des sociétés archaïques ou primitives ; inconnue du moyen âge, dont le droit était essentiellement coutumier et contractuel.

3° Plus une société est complexe, diverse, bigarrée, et plus le droit privé doit normalement l'emporter sur le droit public ou commun, — chaque situation constituant un cas d'espèce, de caractère concret et par là-même, unique. Le totalitarisme, qui tend à réduire tous les rapports humains en des rapports de subordination directe et absolue entre le sujet et le Prince (entre le « citoyen » et l' « Etat »), suppose la liquidation massive de tout ce qui fait la valeur de la civilisation actuelle, et de tout ce qu'elle contient d'espérance pour l'avenir.

Le « principe fédératif » oppose au droit exclusivement vertical des rapports politiques (fondés sur la théocratie), un système de droit horizontal, de type économique, fondé sur le contrat « synallagmatique et commutatif » (égal et réciproque), cher à Proudhon. Le fait que le contrat suppose et complète la coutume, a été mis en relief par A. Prunier. (La Loi, la coutume, le contrat, Libertaire n° 98), qui voit dans la coutume, et non dans la loi écrite, la véritable gardienne des contrats. C'est son hostilité au Prince et à la loi, qui a fait du moyen âge occidental un système de réciprocité inégale réitiable, régime infiniment plus ouvert qu'on ne l'imagine communément ; et plus propice à coup sûr au développement de la justice et de la liberté, que les relations totalitaires entre le Zéro et l'Infini.

Synthèse d'une conférence donnée le 21 octobre 1948 au Centre libertaire des Etudiants.

LE THEATRE

L'ETAT DE SIÈGE

On connait nos sympathies pour les idées, l'œuvre et la personne d'Albert Camus. On connait aussi les siennes pour notre action. Les lecteurs du *Libertaire* ne seront donc pas surpris si nous leur disons que la nouvelle pièce de l'auteur du *Malentendu*, présentée au théâtre Marigny par J.-L. Barrault, et dont le texte paraitra sous peu (à la *N. R.F.*), est foncièrement et formellement anarchiste. Voici d'ailleurs quelques titres qu'avait choisis Camus avant de s'en tenir à : *l'Etat de Siège : La question, les Monstres froids* (l'Etat, selon le mot de Nietzsche), et, d'après un titre de Sade, *Les Crimes de l'Etat.*

Le thème central de la pièce rejoint celui d'un roman déjà célèbre dont nous avons parlé avec chaleur en temps voulu : La Peste s'abattant sur une cité (ici Cadix, là Oran), ici la Peste de l'ordre, de la tyrannie, là, celle de la violence et de la guerre. Dans son roman, Camus avait montré le côté « bourreaux » du fléau ; dans sa pièce, c'est le côté « bureaux ».

De même, s'il ne s'agissait pas exactement d'un roman, mais bien d'une « chronique », nous n'avons pas tout à fait affaire à une pièce, mais à un spectacle coupé de chœurs, de mimes et de danses. Ce côté spectaculaire revient à J.-L. Barrault. Mais c'est là peut-être où faillit *L'état de siège:* ce grand cri contre l'ordre, ce grand appel à la justice aurait gagné en urgence et en clarté à être exprimé *directement* par des personnages et non par des allusions. Car une allégorie est facilement interprétée différemment : il est désastreux de voir le public réagir autrement que l'auteur l'a, certes, voulu : « on » applaudit en un tel sens qu'il est impossible de ne pas voir qu'il s'agit d'une souscription publique en faveur de la liberté du commerce. Camus n'écrit tout de même pas pour les lecteurs de l'*Aurore*. Ce que la pièce a gagné peut-être en couleurs et en étendue, elle l'a perdu en nudité. Il y a tout de même un personnage excellent en un Nada à la Dostoïevski, tenu brillamment par Pierre Brasseur et des passages admirables, malheureusement éparpillés, comme le discours de la *Peste :*

« Moi je règne. C'est un fait, c'est « donc un droit. Mais c'est un droit « qu'on ne discute pas: vous devez vous « adapter.

« Du reste, ne vous y trompez pas, « si je règne, c'est à ma manière et il « serait plus juste de dire que je fonc- « tionne... »

Camus prépare une autre pièce qui mettra en scène les nihilistes russes de 1903. Le sujet est neuf et son expression sera forcément directe. Et, sans doute, il sera possible d'applaudir sans se mêler aux lecteurs de l'*Aurore*, qui iront voir avec meilleure conscience, des pièces moins « tendancieuses ». Qu' « on » ne vole plus Camus.

André JULIEN.

L'ART ET LA LIBERTÉ

La résolution

Le développement systématique de l'art dans un but lucratif a considérablement augmenté le nombre de ses servants. Ils sont maintenant légion. C'est pourquoi le nombre de ses écrivains, peintres, compositeurs et autres cinéastes obstinément indépendants et qui s'imposent plus ou moins ne doit pas faire illusion. Il est relativement faible. Et ces impénitents ont beaucoup de mal à se produire. Car il faut de l'argent non seulement pour vivre mais pour réaliser.

Le symbole le plus commun de l'aliénation artistique moderne est le contrat. Le contrat, qui envahit tous les domaines de l'art, est la reconnaissance écrite de l'exploitation et de l'esclavage, double aspect d'un seul vice. Par le contrat, écrivains et artistes de diverses spécialités sont la proie des hommes d'affaires, pour des années, quelquefois pour leur vie.

Le public ne connaît que les contrats mirifiques que les journaux se plaisent à publier. Il ne se doute pas qu'au fond il en est responsable tout en en faisant les frais. C'est parce qu'il veut des idoles, et qu'il y tient, qu'on se les attache à prix d'or. Parce que ça « rend ».

Mais à côté de cette dorure qui n'a pas d'odeur, hélas !... ce qui est dit de la peinture vaut pour le reste.

Nous savons qu'il est des prostitutions ni très apparentes ni très pénibles. Mais la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si l'art pourra un jour s'exprimer en toute liberté.

Il le pourra seulement dans la société libertaire, Sous quelle forme ? Les hommes, et parmi eux les artistes, décideront.

Dans un monde économiquement réorganisé, la part sociale exigible se réduira de plus en plus et les loisirs augmenteront d'autant. Alors, l'art, divertissement et jeu de tendance, se situe enfin à sa place. Dans le temps libéré de la servitude, avec un cerveau libéré des contingences, dilettantes et passionnés, médiocres et génies se donneront rendez-vous.

Il est certain qu'aux débuts d'une véritable révolution, les nécessités vitales, d'ordre très matérialiste, commanderont les activités. Il est certain qu'avant que chacun soit bien à sa place, c'est-à-dire selon ses dispositions naturelles et selon son choix, dans les tâches que les statistiques auront révélées souhaitables, urgentes, voire indispensables, et dont l'accomplissement devra cependant être librement consenti ; avant que les loisirs soient suffisants à combler toutes les aspirations saines, à satisfaire intégralement toute culture, une partie des artistes, comme bien d'autres salariés, devront se faire une obligation morale — intelligente — d'abandonner pour des besoins pressants leur production habituelle, qui n'est d'ailleurs souvent qu'indigence, foncièrement ou par imposition. Ce n'est pas leur demander de renoncer à leur activité préférée, mais de la déplacer. Elle n'est plus capital social ; elle est devenue récréation ou exercice libre.

Et cette fois, absolument libre. A mesure que se perfectionne la technique générale, à mesure que se réduit le temps-travail, augmente le temps-culture, et chacun arrondit le crédit jouissance de son capital individuel, l'artiste en particulier.

Le problème se résoud ainsi : un individu ayant « renoncé », en régime capitaliste, travaille dans une banque. Ça lui est égal de vidanger les fosses d'aisance pendant trois ou quatre mois en société anarchiste, pour ciseler de la pierre blanche tout son saoûl pendant le reste de l'année.

Quand on a compris ça, on a tout compris.

Mais il est aussi certain que, les besoins vitaux pleinement satisfaits, les besoins secondaires se développeront et s'affineront ; immanquablement le niveau spirituel s'élèvera. L'abêtissement organisé des masses sera en régression constante et parallèlement progresseront constamment les aspirations à la clarté des choses, aux plaisirs sensoriels et, répudiée l'idée religieuse — anti-génitale — du bien et du mal, au goût du beau et du bon. Voilà de la civilisation.

Alors, la Culture populaire aura un sens. Il y aura donc toujours besoin, non seulement et autant que possible de penseurs et de virtuoses de la palette, du piano-forte ou de la pellicule sonore, pour satisfaire aux désirs multiples des individus qui veulent jouir de l'art, mais aussi de maîtres qualifiés pour déceler les valeurs prometteuses, dont la plupart restent aujourd'hui dans l'ombre ou le néant, les guider, les cultiver et les hisser à la place qu'elles sont capables d'occuper dans le concert général des belles choses.

C'est seulement dans la liberté, est-il besoin de souligner cette évidence, que chacun peut donner son maximum.

Beaucoup d'artistes pourront donc se consacrer entièrement à leur art sans aucune préoccupation d'ordre matériel, leur œuvre étant devenue capital social, souhaité, reconnu et estimé.

La difficulté, peut-être, sera leur sélection, l'accession à cette sorte de dignité de l'ordre social. Producteurs et usagers de l'art la résoudront.

K. DUVAL.

LA RADIO

A propos du « Quart d'heure de Maurice Chevalier »

Après avoir, des décades durant, traîné sa vie de cabotin au service de la bêtise bourgeoise, Maurice Chevalier revient (et cela fait penser à un autre pitre : Thorez) nous dire à quel point il fut, en Amérique, un patriote courageux et clairvoyant...

La vie stupide des milieux décomposés qu'il a fréquentés semble l'avoir vidé de toute substance.

Car il y eut autrefois un « Maurice » qui savait retrouver dans quelques chansons un air de Ménilmontant. Oh! pas grand' chose, car on s'ingéniait surtout à montrer de bons petits ouvriers bien français, des petites filles bêtes ou le maquereau classique.

Les chansons « patriotes » de 39-40 semblent avoir tiré ce qui restait de vie chez M. Chevalier.

Qu'y a-t-il eu depuis ? « Et tout ça fait d'excellents Français ! »

Maurice Chevalier aujourd'hui joue les sages.

Il pontifie, au micro, raconte complaisamment comment il ouvrit enfin un livre (lequel, bon dieu !) à quarante ans, et comment, pensant se retirer avant que le public ne le siffle, il projette encore... d'écrire, d'écrire pour Paris et ses faubourgs, comme Pagnol a fait vivre Marseille !

Non, on croit rêver. Maurice Chevalier, un petit Pagnol !

Maurice Chevalier, homme sage, ermite, penseur profond, écrivain. Sans rire.

Maurice Chevalier réfléchit sur la condition humaine, sur la philosophie de la vie...

Un tout petit mépris pour le gâteux précoce, pour le titi parisien en toc.

GIF.

CINEMA

DIEU EST MORT

Ce film vaut surtout par ses images. Elles sont vraiment extraordinaires, uniques. Le peu des blancs et des noirs, des demi-teintes, des ombres sur les visages et les choses y est utilisé avec une incomparable maîtrise. Les contrastes entre le violent soleil mexicain et l'ombre des prisons, des casernes et aussi de la tristesse qui plane sur ce film est d'une perfection rarement atteinte.

Je dirais même que tout cela est trop parfait et que la grisaille de l'hésitation aurait donné peut-être une allure plus vraie à ce film.

L'histoire est banale. Un homme traqué. En l'occurrence il s'agit d'un prêtre, le dernier d'une imaginaire république sud-américaine dont le gouvernement interdit la religion — le christianisme.

Ce personnage fâlot et passablement lâche n'a rien de commun avec le héros du beau roman de Graham Green, dont ce film est tiré. Ce dernier était un ivrogne, un débauché, en butte cependant aux tourments du remords. J'aurais préféré ce type d'homme à celui que l'on nous a offert. Il y aurait eu au moins du relief. Mais le scénariste a voulu sans doute nous raconter une histoire « très chrétienne ».

Et il s'est quand même lourdement trompé ! La police pourchassant la religion ? Cela est aussi incohérent que le crime pourchassant l'escroquerie.

Reste le fait d'un homme traqué pour ce qu'il estime devoir être défendu et vénéré. Reste le fait d'un gouvernement corrompu qui, à l'aide d'une police qui l'est encore davantage, veut imposer l'ordre, la joie et même la liberté à un peuple entièrement soumis au mythe religieux. Tiraillé entre ces deux forces qui d'ailleurs dans le réel se complètent toujours, le peuple ne sait plus à quel saint se vouer !

En résumé, un film que je n'aime pas parce qu'il n'apporte rien que la triste vision d'hommes abrutis par l'Eglise, en lutte avec des hommes abrutis par la force.

Pourtant au point de vue technique et malgré une certaine lenteur, peut-être voulue à cause du caractère religieux, « Dieu est mort » est un beau film.

A. LAGIER.

Classique de l'anarchie

LA PROPRIÉTÉ

« Les exploités s'enhardissent à demander : qu'est-ce donc qui fait la sécurité de votre propriété, messieurs les privilégiés ? et ils répondront eux-mêmes : votre propriété est sûre parce que nous nous abstenons de l'attaquer ! Elle ne l'est donc que grâce à notre protection ! Et que nous donnez-vous en récompense? Vous n'avez pour le « menu peuple » que du mépris et des coups de pied, la surveillance de la police et un catéchisme avec ce principe fondamental : Respecte ce qui n'est pas à toi, ce qui est à autrui ! Respecte les autres, et en particulier tes supérieurs ! A cela nous répondrons : vous voulez notre respect ? Soit, achetez-le nous, voici le prix que nous en demandons. Nous voulons bien vous laisser votre propriété, mais moyennant une compensation suffisante. Qu'est-ce qu'un général fournit en temps de paix, en retour des milliers de son traitement ? Et tel autre pour ses centaines de mille ou ses millions annuels ? Quelle compensation recevons-nous donc de vous, quand nous mangeons des pommes de terre en vous regardant tranquillement gober vos huitres aux prix que nous sommes forcés de payer pour les pommes de terre et vous pourrez continuer à les manger en paix. Vous imaginez-vous peut-être que les huitres ne sont pas à nous aussi bien qu'à vous ? Vous crierez à la violence si vous nous voylez en remplir notre assiette et nous mettre à les consommer avec vous et vous auriez raison. Sans violence, nous ne les aurions pas ; mais vous, ce n'est que parce que vous nous faites violence que vous les avez.

« Mais va pour les huitres et passons à une propriété qui nous touche de plus près (car cela n'était que possession), au travail. Nous peinons douze heures par jour à la sueur de notre front et vous nous donnez pour cela quelques sous. Eh bien ! faites-vous donc payer votre travail au même prix. Nous serons bientôt d'accord, pourvu qu'il soit bien entendu que personne n'a plus ni à faire, ni à recevoir de cadeaux. Il y a des siècles que nous vous faisons l'aumône d'une bonne volonté stupide ; il y a des siècles que nous donnons l'obole du pauvre et que nous rendons au seigneur ce qui n'est pas au seigneur. C'est fini : déliez les cordons de votre bourse, car dès à présent le prix de notre marchandise subit une hausse énorme. Nous ne vous prendrons rien, rien du tout, mais vous paierez mieux ce que vous voudrez avoir. Toi, quelle est ta fortune ? — « J'ai un bien de mille arpents. » — Eh bien, moi je suis ton valet de ferme et dorénavant je ne labourerai plus ton champ qu'au prix d'un écu par jour. — « Alors j'en prendrai un autre. » — « Tu n'en trouveras pas, car nous autres laboureurs ne travaillons plus à d'autres conditions et s'il s'en présente un qui demande moins, qu'il prenne garde à lui ! »

STIRNER.

Service de Librairie

ROMANS D'AVANT GARDE ET DOCUMENTS

A. Koestler: Croisade sans croix, 160 fr.; La lie de la Terre, 240 fr.; Un Testament espagnol, 180 fr.; La Tour d'Ezra, 270 fr. — **A. Sergent :** Je suivis ce mauvais garçon, 110 fr. — **Ciro Alegria :** La Symphonie péruvienne, 300 fr. — **W. Russell** Vent d'orage 300 fr. — **J. Blanc :** Confusion des peines, 255 fr. ; Joyeux, fais son fourbi, 255 fr. ; Le Temps des Hommes, 300 fr. — **Victor Alba :** L'insomnie espagnole, 140 fr. — **J. Humbert :** Sous la Cagoule, 50 fr. — **R. Bonnet :** A l'école de la Vie 100 fr. — **Loruiot :** Fleur de Poisse, 120 fr. — **Han Ryner :** Face au Public, 200 fr. — **R. Wagner:** La Tétralogie, 250 fr. — **M. Alberny :** Les Coupables, 180 fr. — **Devaldès :** Des cris sous la meule, 40 fr.

BIOGRAPHIE — SOUVENIRS

Loruiot : E. Reclus, 30 fr. — **Hem Day,** Francisco Ferrer 30 fr. — **F. Planche :** Louise Michel, 150 fr. — **Ste-Beuve :** Vie de Proudhon 180 fr. — **L. Lecoin :** De prison en prison (2). — **J. Humbert :** Eugène Humbert Sa vie, son œuvre, 350 fr — **Jules Vallès :** L'Enfant, 95 fr. ; Le Bachelier, 95 fr.; L'Insurgé, 95 fr.; **Gabriel Giroud :** Paul Robin, 180 fr. — **Jeanne Humbert :** Gabriel Giroud, 50 fr. — **E. Renan :** Souvenirs d'enfance 30 fr. — **S. Faures :** Sacco et Vanzetti, 5 fr.

CHANSONS - POESIES

R. Asso : Chansons sans musique, 125 fr. — **Traductions de A. Robin :** Poèmes Hongrois d'Ady, 30 fr.; Poèmes russes de Boris Pasternak, 30 fr — **Léo Campion:** Le petit campion (lexique de bons mots), 100 fr. — **G. Olivan:** (en espagnol), Le Romancero de la Libertad, 75 fr. — **A. Gorion :** Cris de Révolte, 44 fr.

RELIGION, CLERICALISME

V. Hugo : Ils vendent Jésus-Christ, 20 fr. Le Christ au Vatican, 12 fr. — **Han Ryner :** Les cruautés de l'Eglise, 20 fr. ; Les laideurs de la religion, 25 fr. ; L'Eglise devant ses juges, 125 fr. — **Dr Spehl :** La création, 50 fr ; Lourdes et la Suggestion, 60 fr — **F. Turmel :** La Bible expliquée, 75 fr. ; Le Suaire de Turin, 50 fr ; Les Religions, 75 fr. — **P.-F. Proudhon:** Le Christianisme et l'Eglise, 30 fr. ; Dieu, c'est le mal, 20 fr. — **L. Fraterreto :** Les Progrès du christianisme, 15 fr. ; Sottises et erreurs du catéchisme, 40 fr. — **Dr Zetten :** La Tyrannie Cléricale, 15 fr. — **Moutier-Rousset**, Le Christ a-t-il existé ?, 50 fr. — **S. Faure :** Les douze preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr. ; L'Eglise a menti, 45 fr. ; La Naissance et la mort des Dieux, 45 fr. ; Le Dieu auque je nie et combats, 4 fr. — l'Imposture Religieuse, 230 fr. — **Lessing :** L'Irreligion de la Science, 120 fr. — **Voltaire :** Ecrasons l'infâme, 75 fr. ; **J. Most :** La Peste religieuse, 10 fr. — **J. Bossu :** Le Christ légendaire n'a jamais existé 5 fr.; L'Eglise et la Sorcellerie, 40 fr — **Cetremoy:** Religion et Sexualisme, 100 fr. — **Chamilly :** Lettres d'amour d'une religieuse, 100 fr — **J. Claraz :** La Faillite des religions, 125 fr. — **G.-W. Foote :** Histoire des Vierges mères, 50 fr. — **P. Langevin:** La Libre Pensée et la Science, 15 fr. — **G. Manoel :** Une Société secrète catholique 15 fr. — **R.-G. Ingersoll :** Qu'est-ce que la Religion, 15 fr. — **R. Martin :** La Tyrannie des prêtres, 20 fr. — **Abbé Daniel :** Le Baptême de sang, 15 fr. — **Haeckel :** L'Homme ne vient pas de Dieu, mais du Singe, 20 fr. — **J. Marestan :** L'Impudicité religieuse, 60 fr. — **Loruiot :** Les Jésuites, 30 fr. ; L'Eglise contre les travailleurs, 30 fr.; Dieu reconnaîtra les siens, 60 fr ; L'Eglise et la Limitation des naissances 40 fr. ; Les livres secrets des confesseurs 200 fr. Les secrets des Jésuites, 25 fr. ; Lourdes, 20 fr. ; La Bible Comique, 150 fr.; La Vie Comique de Jésus 150 fr. ; L'Eglise et l'Amour, 75 fr ; l'Eglise et la guerre, 75 fr. ; Pour ou contre la Franc-maçonnerie, 40 ; Les crimes de l'Inquisition, 25 fr. — **Jean Cottereau :** l'Eglise et Pétain, 120 fr. ; La Cité sans Dieu, 60 fr. — **Diderot :** La Religieuse, 150 fr. — **Mussolini :** L'Homme et la Divinité, 25 fr. — **V. Vergnaud :** Histoire sincère des Religions, 150 fr. — **A. Abecassis :** La honte des siècles, 150 fr. — **S. Faure :** Les Crimes de Dieu, 20 fr.

Pour les frais d'expédition, joindre 20 francs par livre et 6 francs par brochure, plus 20 francs par envoi recommandé.

Pour les Pays autres que la France et les Colonies, nous demander les frais d'expédition.

Nous ne répondrons des pertes postales si le colis n'est pas recommandé.

Envoyer les fonds à Joulin Robert, 145 quai Valmy, Paris-10e, C.C.P. 5561-76.

Et voici des surprises pour le...

GRAND GALA ARTISTIQUE DU "LIBERTAIRE"

au Palais de la Mutualité

VENDREDI 26 Novembre 20 h. 30 très précises

avec le concours des plus grands talents de la Scène, de l'Écran et de la Radio parmi lesquels

Léo CAMPION et Josette RIOUTORD du Caveau de la République

Jacques GRELLO du Dix heures

Jean MARSAC de la Lune Rousse

Robert ROCCA des Deux Anes

Léo NOEL vedette de la Radio

Raymond BUSSIÈRES vedette de l'Ecran

et la grande tragédienne...

Maria CASARÈS du Théâtre Marigny

et d'autres surprises dont nous publierons les noms la semaine prochaine

Prix de la carte : 150 frs

Nota : Cette séance étant donnée à bureaux fermés, retirer les cartes au « *Libertaire* », 145, quai de Valmy, Paris, ou envoyer les fonds à Joulin Robert, par mandat-lettre. Les cartes seront envoyées par retour.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

Quelques précisions sur KARAGANDA

La Fédération Espagnole des Déportés et Internés Politiques se fait un devoir de dévoiler à l'opinion Publique Internationale, les fallacieux articles parus dans la revue soviétique « Temps Nouveaux » et dans le journal « Trud », organe des syndicats soviétiques. Ces articles n'ont trouvé dans la presse de divers pays que des échos ironiques sauf, naturellement, en ce qui concerne les journaux soumis à la discipline du Kominform, qui, bien orchestrés, ont essayé de leur donner un caractère formel.

Si le but recherché par les journaux de l'U.R.S.S. et de ses satellites, était d'effectuer une manœuvre de diversion destinée à tromper les masses et organismes qui s'intéressent à cette question, ils ont échoué de façon aussi lamentable que ridicule.

Quiconque possède le plus élémentaire bon sens s'aperçoit immédiatement, à la lecture de la « lettre des 47 Espagnols » publiée par le journal « Trud » du 19 août 1948, que le prétendu usage de « courtoisie » de la police soviétique, dont il s'agit, est en réalité, un acte de contrainte exécuté sous une forme « opérante ».

Les contradictions relevées dans « Temps Nouveaux » sont absolument éclatantes. Il nous suffira de transcrire ici quelques paragraphes de leurs articles pour montrer combien fausses et tendancieuses sont leurs allégations :

(« Temps Nouveaux » n° 34 du 19 août 1948) « Tous les Républicains espagnols en Union Soviétique, sont en liberté et l'ont toujours été. »

Et ailleurs !

« Un groupe de 47 Espagnols INTERNES par les autorités soviétiques au cours de la seconde guerre mondiale, sollicitent du gouvernement de l'U.R.S.S. l'autorisation de rester dans ce pays pour y vivre et travailler avec le peuple soviétique ». (« Trud » du 19 août 1948).

Indépendamment de la nette contradiction que nous venons de mettre en évidence à l'aide des propres textes de la presse stalinienne, nous tenons à préciser que la lettre est signée par 29 Espagnols pris par l'Armée Rouge dans le secteur de Berlin en juin 1945, parmi lesquels se trouvent quelques requis du S.T.O. Mais le plus grand nombre étant des travailleurs volontaires venus directement d'Espagne furent internés en U.R.S.S. dans le camp connu administrativement comme H. 7.074. Le reste des signataires, sont 18 authentiques antifascistes anciens déportés et internés depuis juin 1941 au camp de « Kok-Meek ». Karaganda, qui, se trouvant être les plus jeunes déportés de ce camp et guidés par le souci humainement légitime de sauver leur vie, s'il en était encore temps, n'ont eu qu'à choisir entre la soumission, l' « aveu », la déportation à nouveau ou, pis, la perte de la vie.

Ces derniers mois, les autorités soviétiques, devant la grande campagne mondiale de protestation menée contre de tels procédés « concentrationnaires », prirent la décision de rassembler dans un camp dit « de transit » des environs d'Odessa, plusieurs dizaines de ces Espagnols internés dont 58 rescapés de Karaganda, pour lesquels la campagne ouverte par notre Fédération a été menée et doit se poursuivre dans toute son intensité.

Ils restent donc quarante (40) des anciens internés de « Kok-Usek »-Karaganda qui, n'ayant pas voulu se plier aux diktats qu'on voulait leur imposer, NI BLANCHIR par un « aveu spontané » les bourreaux responsables de leur martyr, sont en grand danger et l'on s'apprête à inventer des arguments pour justifier leur internement.

Devant cet état de choses, la F.E.D.I.P. lance un nouvel et pressant appel à tous ceux qui, conscients de leur devoir de solidarité humaine, entendent défendre les Droits de l'Homme afin qu'ils redoublent d'efforts et de dévouement pour obtenir des autorités de l'U.R.S.S. qu'elles rendent à nos compatriotes antifascistes la liberté totale en leur permettant de se rendre en France qui leur a offert hospitalité et sécurité ; cette décision du gouvernement français a été, en temps utile, communiquée officiellement au gouvernement de Moscou.

Nous demandons aussi que la Commission des Affaires Economiques et Sociales de l'O.N.U. qui, par ailleurs, a en main tous les éléments et documents justificatifs quant au bien-fondé de notre protestation, intervienne d'urgence pour prendre en charge la protection de ces Républicains espagnols tant que la Commission des Droits de l'Homme dudit Organisme International ne sera pas qualifiée pour agir elle-même.

Pour la F.E.D.I.P.
Le Conseil National.

Dans le métro

La Section de la C.N.T. de la Cie du Métropolitain est formée. Le dépôt de St-Maur invite les camarades des autres dépôts à se grouper également et à se mettre en rapport avec Boudot, 18 bis, avenue de l'Observatoire, à St-Maur-des-Fossés.

Est-il besoin de rappeler que devant les multiples trahisons des bonzes de la C.G.T. et C.G.T.-F.O., la C.N.T. offre un moyen sûr de lutte et d'organisation dont nous n'avons pas à souligner l'urgence. Les faits sont trop clairs pour qu'il soit nécessaire de les exposer, aucun de nous ne peut prétendre les ignorer.

Nous espérons que bientôt nous pourrons, avec l'appui de tous, entreprendre la résurrection du syndicalisme au sein de notre compagnie.

Cercle Libertaire des Etudiants

Sujet : L'HOMME MODERNE ET LES MYTHES

Jeudi 11 novembre, 21 h. PRECISES, PALAIS DE LA MUTUALITE (petite entrée gauche).

POUR LA SALLE : Consulter le panneau d'affichage.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant. Paris-2e

LA GRÈVE des mineurs

(Suite de la 1re page)

Il est vrai que Staline, qui veut à tout prix ruiner l'économie de ce pays pour faire échec au plan Marshall, se sert du parti communiste et de la C.G.T. pour développer un plan de domination et de concurrence contre les Etats-Unis. Et cette évidence, qui n'échappe à personne, sauf aux travailleurs fanatisés ou trompés, dresse contre les grèves une bonne partie de l'opinion publique, même des ouvriers, qui autrement seraient favorables à ce mouvement.

Quand de justes revendications ne sont que les prétextes des ambitions russes ou américaines, il est inévitable que la plupart des gens ne voient que le jeu de l'impérialisme qui est derrière elles, et soient hostiles au mouvement qui s'en réclame.

Il faut, que la lutte ouvrière, que la révolution sociale soient l'œuvre des travailleurs, puisant en eux-mêmes leur inspiration, leurs directives, leurs mots d'ordre, leur organisation, et repoussant ceux qui leur parlent au nom du syndicat lorsqu'en réalité ils ne sont que les agents d'un parti qui fait son propre jeu ; d'un parti qui veut, par l'intermédiaire de l'Etat, devenir maître de toute la richesse sociale, et créer de nouveaux exploiteurs qui ne seront plus patrons au sens traditionnel du mot, mais qui exploiteront autant, ou plus, que les patrons eux-mêmes.

Les luttes nouvelles

La lutte pour se libérer du patronat et de l'Etat doit continuer contre tous les partis qui défendent l'existence et l'ingérence du patronat et de l'Etat. Elle doit donc aussi avoir pour but de remplacer l'un et l'autre dans l'organisation de la vie économique, dans l'organisation du travail, de la production et de la distribution.

Nous avons exposé, dans notre dernier numéro, un plan de socialisation qui, avec les apports complémentaires que la pratique conseillera, doit mener à ces résultats.

Que les militants révolutionnaires non encore intoxiqués par les partis politiques, que ceux qui peuvent se désintoxiquer, que ceux qui peuvent s'arracher à l'opium du réformisme syndicaliste se mettent à l'ouvrage pour le réaliser. Il faut préparer la grève gestionnaire. Il faut préparer l'appropriation des mines par les mineurs. Il faut préparer l'organisation de la production par les producteurs et associations de producteurs en englobant dans cette dénomination générale les manuels et les techniciens. Il faut préparer les cadres de militants capables d'occuper les postes responsables. Il faut préparer l'organisation d'ensemble de la galerie, au puit, au département, à la région, à la nation. Il faut dresser les statistiques de la production. Il faut avoir le courage de prendre ses responsabilités directes, et non plus agir par personnes ou par partis interposés. Il faut préparer la révolution sociale.

Si les mineurs acquièrent cet état d'esprit et cette volonté d'action, la victoire du Gouvernement serait sa dernière victoire. Et même s'ils devaient être vaincus matériellement, ils seraient moralement vainqueurs, car ils auraient découvert, pour un proche avenir, le plus sûr chemin de leur libération.

Robert LEFRANC.

La grève gestionnaire

LORSQU'EN octobre 1945 la Fédération Anarchiste prit aux épaules les ouvriers transformés en stakanovistes forcenés par la propagande national-chauvine du parti communiste et les secoua d'importance pour leur montrer ce qu'il adviendrait d'eux s'ils persistaient dans cette voie, des délégués non stalinisés rejoignirent les frachonistes pour se moquer des décisions « inconsidérées et puériles » prises par notre congrès constitutif de Paris en matière de grève insurrectionnelle et gestionnaire. Aujourd'hui les grèves — toutes les grèves — ayant échoué parce que ou partielles, ou corporatives et surtout sans buts révolutionnaires clairement énoncés, ces délégués de bonne foi se voient dans l'obligation de réviser leur position sous la pression des prolétaires qui, chassant les faux apôtres, les temporisateurs-conseilleurs comme les sombres crapules, renoncent à toute activité ou se raccrochent désespérément à la seule notion saine de lutte révolutionnaire : à savoir, la grève gestionnaire, défendue et popularisée par nous. Ils optent maintenant, consciemment ou non, pour NOS solutions. Jamais on n'a tant parlé de grève gestionnaire et de fédéralisme que ces derniers temps. Tous les hommes de bonne foi et de bonne volonté, tous les groupements indépendants et que n'obnubilent pas de fausses philosophies sociales — par exemple le syndicat autonome des conducteurs du Métro, les minoritaires de la C.G.T.F.O., les autonomes de bien des corps de métier, les minoritaires de la C.G.T. (Livre), le mouvement populaire des familles, les « gauchistes » de la C.F.T.C., etc... — reprennent les mots d'ordre anarchistes et les font leurs. Et ceci est un point énorme d'acquis. Ceci montre simplement aux sceptiques et aux curieux que notre influence grandit dans les masses, que notre système politique, économique et ethnique n'est plus considéré comme une utopie, que les anarchistes sont effectivement des gens sérieux avec qui il faut compter.

Souvenez-vous... Fin 1947, on lance la métallurgie dans la bagarre mais le bureau confédéral se garde bien de donner l'ordre de grève générale ; seules marcheront les fédérations volontaires pour l'essai. Et l'on fait rentrer en proclamant bien haut que l'on est victorieux alors qu'en fait l'on est battu.

On se refuse dans le Livre, il y a un mois, de faire suivre par la Province le mouvement parisien de grève générale et l'on fait rentrer les syndiqués sans que ceux-ci aient obtenu d'accords nationaux et sans que certaines branches, dans la bagarre, aient eu satisfaction, d'où mécontentement profond même chez les vainqueurs.

Chez les mineurs enfin, alors qu'au bout de 15 jours de lutte on se rend compte que LE GOUVERNEMENT NE CEDERA PAS, on se contente d'appeler les autres corporations au soutien financier des grévistes (et l'on sait que celui-ci sera minime : 70 collectes font 200 fr. par tête de pipe), ou au gardiennage des Poulbots des corons mais on se refuse de laisser débrayer métallurgistes, cheminots, postiers, etc... prêts à l'action ; alors que l'on sait pouvoir faire triompher le mouvement mineur en l'étendant aux autres fédérations d'industrie, à l'ensemble de la classe ouvrière.

*

Et ceci se traduit par un certain nombre d'absurdités, de contresens, d'aveux « spontanés » fleurant à plein la trahison au 27e congrès de la C.G.T. Par exemple :

« Rien ne serait aussi désastreux pour les travailleurs que de s'engager dans la grève générale », a dit Lunet.

« Avec sagesse, les responsables des cheminots ont ordonné la reprise du travail pour ne pas déclencher la grève générale » surenchérit Drouart ;

« Les camarades qui ne voient que la grève générale feront davantage pour le triomphe des revendications ouvrières s'ils savent organiser la lutte et l'unité dans leur propre secteur » affirme enfin Frachon et d'ajouter aussitôt (après le conseil la menace qui annonce l'épuration parmi les syndicalistes — pourtant triés sur le volet — délégués au Congrès et le sabotage des grèves en cours) « N'avez-vous pas remarqué qu'on trouve beaucoup de tartarins de la grève générale parmi ceux qui se sont spécialisés dans le rôle de briseurs de grève ? ». C'est au nom de tels principes, d'une telle tactique, prônée déjà par Jacques Duclos en 1946. « Ceux qui parlent de grève générale sont des imbéciles » que les mineurs devront leur défaite, que les métallurgistes ont voté la grève de 24 heures et non la grève générale, que les cheminots sont rentrés dans le rang après avoir déclaré vouloir appuyer par TOUS LES MOYENS les travailleurs du sous-sol.

Pourquoi donc les papes de la C.G.T. et leurs acolytes du P.C.F. ne veulent-ils pas de grève générale ? Pourquoi ne font-ils que décrocher ici pour ensuite attaquer plus loin ? Parce qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir tenir les travailleurs sur les voies tracées par le Kremlin, parce que plus agents d'un impérialisme machiavélique que militants et responsables ouvriers œuvrant pour la libération de la classe qu'ils prétendent défendre. Parce que surtout se sentant incapables, dans les circonstances présentes, de remplacer le gouvernement existant par un gouvernement où ne rentreraient que des ministres « démocrates ».

La classe ouvrière n'est pas mûre pour la révolution sociale, déclarent fréquemment les moins virulents de nos contradicteurs. Et de broder sur des expériences personnelles où, propagandistes acharnés d'un changement social — qu'ils disent — ils se sont heurtés à l'apathie des masses, que dis-je, de leurs meilleurs camarades qu'ils désespèrent de convaincre et d'amener à une compréhension plus saine de la chose révolutionnaire. Et de lever les bras au ciel, de verser un pleur théâtral en disant : « Ah, s'il n'y avait que nous !... » Ce qu'ils oublient de rechercher ces « bons » camarades, ces « révolutionnaires » incompris, ces guides éclairés, ce sont les raisons de la désaffection ouvrière, le pourquoi et le comment de ce fatalisme qui, s'il venait à se généraliser, serait la pâte idéale pour le pain des dictateurs. D'un clan ou d'un parti. Quoi ! Il en est encore qui s'étonnent de cette apathie alors que les partis dits ouvriers et les centrales dites syndicales n'ont fait que tromper systématiquement, n'ont développé pendant toutes ces années que faux problèmes, discours verbeux et démagogiques, n'ont cherché que l'aliénation ouvrière au nom d'une idéologie inhumaine !

Ils ont tout fait pour décerveler les exploités et leurs disciples, s'étonnent de ne pas assister à une levée de boucliers, à une révolte spontanée des cobayes lorsque les exploiteurs attaquent en force ! Ne vous en prenez qu'à vous-mêmes, messieurs. Battez votre coulpe mais n'accusez surtout pas ceux que vous avez abrutis au point de n'en faire plus que des robots.

Le peuple n'est pas mûr pour la révolution sociale ? Qu'en savez-vous ? Proposez aux exploités la grève générale pour régler une fois pour toute la question sociale, sans réticences et sans limites au lieu de les engager dans une bataille de marchands de tapis, pour une amélioration de salaire, le respect de la loi de 40 heures, la stabilisation des prix et du franc, l'abolition des zones et l'établissement de l'échelle mobile et vous les verrez sortir de leur torpeur, faire la révolution.

*

« Etes-vous certains que la grève générale illimitée et gestionnaire ne profiterait pas finalement aux communistes », nous disent encore certains roués coupeurs de cheveux en quatre et grands tacticiens en chambre. « Votre petit nombre ne vous permet pas encore d'orienter un mouvement aussi profond et complet qu'une grève de cette nature. Ne poussez donc pas les masses à la grève gestionnaire qui finalement se retournerait contre vous et contre toute la classe ouvrière. »

Le danger ne nous a pas échappé. Bien qu'adversaires de la grève générale et encore plus de la grève gestionnaire, les communistes sont très capables, voyant sa réussite, de foncer POUR après avoir lutté de toutes leurs forces CONTRE. Et de surenchérir en prenant la tête du mouvement comme ce fut le cas chez Renault en mai 47. Devons-nous, sous l'effet de cette menace, abandonner notre action, ne plus parler de grève générale, de grève gestionnaire, voire même de grève partielle ? En somme, faire nos petits F.O. et astiquer — corollaire logique — les bottines et les Chryslers des nouveaux et anciens maîtres ? Ce serait absurde, lâche, criminel et c'est ne pas nous connaître que nous conseiller une semblable tactique. Partout où il y a bataille, il y a des anarchistes ; il DOIT y avoir des anarchistes. NOUS DEVONS ETRE PRESENTS PARTOUT. ET PARTOUT NOUS DEVONS ALLER A LA BATAILLE EN NOUS SITUANT VIS-A-VIS DES AUTRES GROUPEMENTS. Et partout, en cas de grève gestionnaire, nous nous devrons de dire ce qu'est la grève gestionnaire, LA GREVE ANARCHISTE : prise de possession des instruments de travail et remise en route des usines et bureaux ou de l'exploitation des champs par les ouvriers et les paysans maîtres enfin de leur destinée et des produits de leur travail, sous le contrôle de conseils de gestion fédérés localement, régionalement et nationalement.

Populariser la grève gestionnaire reste bien la tâche essentielle de nos militants.

J. BOUCHER.

EN MARGE DE LA LUTTE DES MINEURS

Hier et aujourd'hui

Will Lawther est aujourd'hui le chef des mineurs anglais : un monsieur aux mains molles et blanches. C'est lui qui, au nom de l'efficacité des nationalisations, traite de « saboteurs », de « paresseux » et de « criminels » les hommes des puits qui usent du plus imprescriptible droit du salarié : le droit de rester chez soi lorsqu'on est malade; le droit d'aller se promener lorsqu'on en a assez de ramper sous la terre, quitte à perdre son salaire quotidien ; enfin, le droit de faire grève pour obtenir collectivement pitance et loisirs.

Il y a trente-cinq ans, Will Lawther la gueule-noire tenait un autre langage.

Toutes les putains ont été pucelles un jour. De même tous les bonzes syndicaux ont commencé par être *ouvriers* ; et, souvent même, par être révolutionnaires. Dans le numéro de février 1913 du journal anarchiste *The Herald of Revolt*, que dirigeait Guy A. Aldred, un nommé Will Lawther, mineur de fond, membre de l'Association des mineurs de Durham, faisait d'excellentes réflexions. Offrons-les à Will Lawther l'arrivé, et à ceux de ses émules français qui prennent position pour Jules Moch et pour les C.R.S., dans l'actuelle bataille des mineurs !

« Les gens qui pensent savoir ce qu'est la vie quotidienne du mineur, et qui n'ont pas mené cette vie pendant trente ans, ne doivent pas s'offenser quand on leur dit la vérité. Nous qui menons cette vie, nous savons ce que c'est que de gratter d'un bout de l'an à l'autre et n'avoir rien à montrer le 31 décembre, qu'un peu plus de pauvreté au logis. Et d'avoir, peut-être, un camarade de moins qui a perdu sa vie dans la mine. Nous devons montrer, non seulement aux fonctionnaires payés par les syndicats, mais à la civilisation entière, s'il le faut, que nous ne sommes pas satisfaits.

« Nous pensons que, durant la saison prochaine, l'esprit de révolte, d'action directe, de désobéissance aux « chefs », se répandra. Le règne de l'oppression et de la tyrannie s'établit dans les mines, par le développement de la combine et de la concentration ; mais la riposte s'apprête.

« C'est là un facteur que beaucoup méconnaissent ; mais, de même qu'il a réveillé les masses, il réveillera celui qui suit la masse — ce qui est la fonction du « chef » ; car le « chef » prend toujours un des bouts du bâton, si, par là, il peut résoudre son propre aspect du problème économique.

« Les idées de la révolution sociale et industrielle ne naissent pas toutes seules dans la cervelle des hommes, comme si elles tombaient du ciel ; elles résultent du mode de production, et les hommes les adoptent. Il en est ainsi de l'idée d'action directe, de révolte ouverte contre le capitalisme (y compris tous les instruments du régime, tels que les parlementaires, les prêtres et les bureaucrates syndicaux). Elle résulte des conditions existantes. Celui qui n'a rien à perdre... qu'un *travail facile et bien rétribué*, ne luttera pas pour le renversement du régime (sauf en période électorale, pour se hisser sur le dos de l'ouvrier). A toi, qui es comme moi, l'esclave de la lampe et du pic, je fais appel pour mener la lutte. N'attends pas qu'un « chef » te montre le chemin !

« Le temps est plus que mûr, pour un changement de tactique. Accomplis toi-même ce changement. Tu es capable de penser par toi-même. Pense donc ; et agis ; car c'est ainsi que ta liberté sera sauvegardée de toute tyrannie. »

Communiqué par CRIA

L'affaire Seznec

(Suite de la 1re page)

Etrange justice que celle rendue par des jurés négligeant la disparition d'une pièce importante, le dossier de « Plourivo ». Etrange magistrature en vérité que celle qui fut chargée d'instruire et de présider les débats et qui couvrit d'une hermine délavée cet étrange procès.

Innocent ou coupable, la justice des hommes a envoyé au bagne un homme sans que la preuve irréductible de son crime soit faite. La conscience du juge Hervé a parlé. Celle de ses supérieurs s'est allégrement accommodée du doute. Il n'apparaît pas que le fantôme du bagnard blanchi soit venu troubler leur quiétude. Ils ont continué leur métier, c'est-à-dire ils ont continué à octroyer des années de prison avec probablement autant de discernement, au « gibier » qui s'est présenté à portée de leurs griffes.

Aujourd'hui, la justice avec un grand J, le corps « vénérable », « intègre » gardien de la « morale », défenseur du « droit » applique la solidarité de caste avec les juges de Quimper, s'efforce de jeter un voile pudique sur l'attitude de ses prédécesseurs, s'ingénie à les couvrir, à retarder le moment où ce voile se déchirant, montrera cette justice couverte de sa crasse.

Magistrature debout ! magistrature assise ! autant de termes de métier qui mériteraient d'être remplacés par ceux de magistrature à genoux devant les nécessités de son infaillibilité, magistrature à plat ventre devant les respectabilités locales, magistrature rongée par la crainte, toujours prête à se prostituer au plus fort. Magistrature de faiblesse, de lâcheté.

Magistrature qui condamne Seznec sans preuves. Magistrature qui, depuis quarante ans frappe avec brio tous les lampistes qui lui sont amenés.

Magistrature grimaçante de plaisir en appliquant les lois antiouvrières de Daladier en 1939.

Magistrature condamnant le même Daladier (les temps avaient changé) en 1942.

Magistrature de circonstance, sensible au milieu social, à l'atmosphère politique, qui semble avoir oublié jusqu'au souvenir de Mathieu Molé.

Magistrature qui ne semble retrouver de la vigueur que pour protéger une infaillibilité en haillons.

Justice des hommes exercée par d'autres hommes, en faveur d'une législation et d'une morale d'oppression. Justice de caste plus encore que justice de classe. Justice qui n'impose plus que la crainte à l'innocent et l'espoir à la fripouille.

Un joli morceau d'architecture désuète à livrer au plus tôt au pic des démolisseurs.

JOYEUX.

Réunions Publiques et Contradictoires

1re REGION

• LILLE, 13, rue du Moulinet.
Dimanche 5 décembre, à 10 heures
La tragédie de l'antifascisme espagnol
KARAGANDA
Orateur : HOCHE-MEURANT

2e REGION

• PARIS-EST, salle des Prévoyants, 279, rue des Pyrénées.
Vendredi 19 novembre à 20 h. 30
Tout va mal. Que faire ?
Orateurs Eric ALBERT, FONTAINE

12e REGION

• MARSEILLE Fédération locale. Conférences publiques et contradictoires les 1er et 3e vendredis de chaque mois à 19 heures. Salle de l'Artistic, 8, cours J.-Thierry, Service de la librairie et vente du « Libertaire ».

1° **Marseille**, salle Artistic, 8 bis, cours J.-Thierry.
Vendredi 19 novembre à 19 h.
L'Education sexuelle
par A. ARRU

2° **Marseille**, salle Roxy, rue Tapis-Vert.
Dimanche 21 novembre à 9 h. 30
Qui est de Gaulle ?
Qu'est-ce que le R.P.F. ?
par Paul LAPEYRE

L'après-midi sera donnée notre Fête Amicale au cours de laquelle notre camarade Lapeyre prononcera une allocution.
Tirage de la tombola. — Attractions diverses — Buffet.
L'heure et le lieu vous seront indiqués dans le prochain « Libertaire ».

INTERNATIONALE DES JEUNES CONTRE LA GUERRE
Réunion publique et contradictoire
SOCIETES SAVANTES
8, rue Danton - Métro Odéon
SALLE D
Vendredi 12 novembre
HALTE A LA GUERRE !
à 20 h. 30
Orateur : Pierre BATAILLE
du front universitaire de Marseille

C. N. T.

39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IXe
Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures, sauf le dimanche

Pour tout ce qui concerne « Le Combat Syndicaliste », envoyer maintenant les fonds à Joulin Robert, 75, rue du Poteau, Paris (XVIIIe). C.C.P. 5.288-21.

Trésorerie. — Tous les envois de fonds pour la C.N.T. doivent se faire maintenant à Doussot René, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris (18e). Compte courant postal : 5046-35.

Syndicat des Travailleurs de l'Etat, de Brest. — Nous demandons instamment aux syndicats des travailleurs de l'Etat C.N.T., de se mettre en contact avec celui de Brest, afin de coordonner les revendications de notre corporation. Ecrire d'urgence à Le Lann Auguste, Kergaradec, Gouesnou (Finistère).

13e U.R.

Lille. — Permanence pour les syndicats 13e U.R., Textile, Inter corporatif, tous les samedis, de 18 à 20 h., 13, rue du Molinel, à Lille.